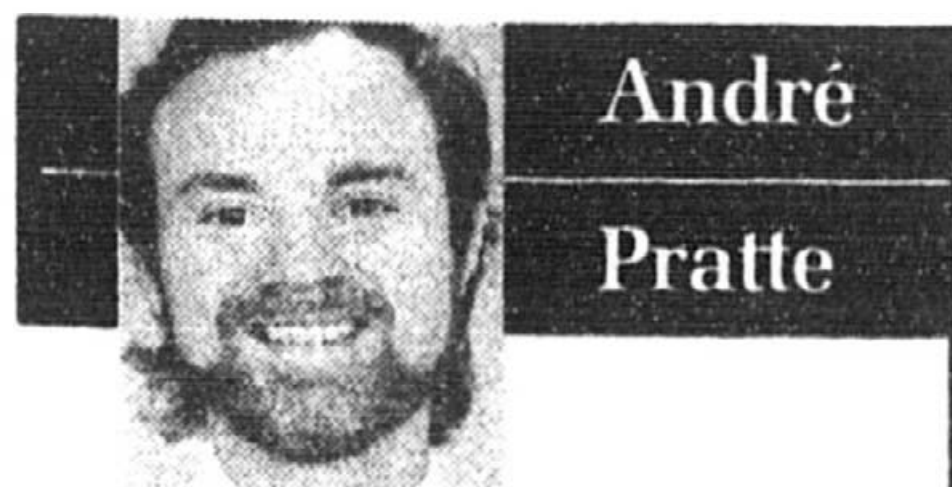




André
Pratte

Don Quishaw

Mardi soir. Une trentaine d'anglophones sont réunis dans une église de Pointe-Claire. Ils sont venus entendre leurs héros, véritables dons Quichottes de la langue anglaise, les candidats de l'aile fédérale du Parti Égalité.

«Quand des gens se comportent en lâches, on les traite comme des lâches!» leur lance M. William Shaw, candidat dans Lachine-Lac-St-Louis. L'assistance approuve. «Nos représentants fédéraux n'ont rien dit lorsque Québec a adopté les lois linguistiques! Nous du Parti Égalité devons démontrer que les anglophones du Québec ont le courage de se lever pour défendre leurs droits!»

Dentiste de profession, William Shaw n'en est pas à sa première croisade. Élu député provincial de Pointe-Claire sous la bannière de l'Union nationale en 1976, il fut l'un des adversaires les plus féroces de la loi 22 et de la Charte de la langue française. Dès que l'UN s'éloigna du libre choix en matière de langue d'enseignement, il quitta le parti pour siéger comme indépendant. Il fonda le Mouvement pour le libre choix et un autre groupe prônant la partition du Québec advenant l'indépendance.

Shaw ne fut pas suivi par les électeurs. En 1981, il fut écarté par la libérale Joan Dougherty, n'obtenant qu'un peu plus de mille votes contre 26 000 pour Mme Dougherty. Douze ans plus tard, le goût de l'aventure lui reprend. Le paysage a changé, mais les ennemis sont les mêmes: les lois linguistiques, les séparatistes. Et Shaw risque fort de se faire à nouveau désarçonner...

Ayant prêché à des convertis, William Shaw doit se rendre dans une autre église pour participer à un débat entre les candidats de Lachine-Lac-St-Louis, parmi lesquels le libéral Clifford Lincoln. Durant le trajet, que nous faisons tous les deux à bord de sa BMW — on n'a plus les Rossinante qu'on avait! — je l'interroge: «Comment pouvez-vous vous présenter contre Lincoln? Si quelqu'un a défendu les droits des anglophones, c'est bien lui, il a même démissionné du cabinet Boursa pour protester contre la loi 178!»

— Clifford est un lâche. Je le connais, il n'a pas de couilles. Des qu'il sera à Ottawa, au sein du caucus libéral, il se taira!»

Que viennent faire Shaw et les quatre autres chevaliers anglos dans la prairie fédérale? Dire ce que les députés des partis nationaux n'osent pas dire, expliquent-ils. Que le gouvernement fédéral devrait avoir recours à son pouvoir de désaveu pour annuler les lois linguistiques québécoises. Que si le Québec se sépare, les régions de la province qui veulent demeurer canadiennes devraient pouvoir se séparer à leur tour.

Nous sommes arrivés. Une centaine de personnes, la grande majorité anglophones, sont venues écouter les candidats. Le candidat d'Égalité ne parle ni du pouvoir de désaveu, ni de la partition. Il s'attache plutôt à établir un lien entre la situation économique et la question linguistique. «Cette élection ne porte pas vraiment sur le déficit ou sur le chômage, déclare-t-il. Ces problèmes ne pourront être réglés tant que le problème canadien ne l'aura pas été.»

Son discours est applaudi. Mais de la dizaine de questions posées par les citoyens présents, une seule porte sur la langue. Peu importe, si les autres ne discernent pas l'ennemi, Shaw, lui, le voit. Et de ramener toutes les questions à son obsession. Quand un homme l'interroge sur la TPS, il répond: «En raison de l'exode des anglophones, l'assiette fiscale du Québec s'est rétrécie de 12 milliards! Ce qu'il faut pour rétablir la situation, c'est de changer le climat social.»

Et Clifford Lincoln dans tout cela? Autant Jean Chrétien évite de parler constitution, autant l'ancien ministre provincial esquive la controverse linguistique. Aux journalistes qui le pressent de dire s'il est favorable ou non à l'emploi du pouvoir de désaveu, il répond par des faux-fuyants.

C'est dire que William Shaw n'a pas tout à fait tort: la langue reste un sujet fort délicat chez les Québécois anglophones. Mais de là à suivre un don Quichotte...

Kim Campbell admet l'avance des libéraux

«Ces élections sont loin d'être finies», dit-elle, soutenant que son parti est en progression

MARIE-CLAUDE LORTIE
ROSETOWN, Saskatchewan

Kim Campbell a concédé hier que son parti est en perte de vitesse derrière les libéraux dans les intentions de vote des Canadiens. Mais elle affirme que les conservateurs sont «fermement en seconde place» et qu'ils sont aussi le second choix d'une majorité de Canadiens, ce qui, selon elle, permet de croire que la bataille est loin d'être terminée.

«Je veux vous dire que nous sommes fermement en seconde place et que les chiffres nous montrent que nous sommes en progression», a-t-elle en effet déclaré hier à Rosetown, en Saskatchewan, à une foule d'un peu plus d'une centaine de militants venus entendre ses encouragements.

C'était la première fois que Mme Campbell avouait aussi ouvertement l'avance des libéraux, alors qu'à peu près en même temps, Audrey McLaughlin, leader du Nouveau parti démocratique, admettait la victoire probable des troupes de Jean Chrétien.

Selon un ancien député conservateur de Colombie-Britannique, qui a siégé à la Chambre des communes de 1980 à 1988, Vince Dantzer, les conservateurs vont perdre les élections à cause de l'impopularité de Brian Mulroney et de la piètre performance de Kim Campbell. Les conservateurs ne récolteront que 20 à 30 sièges à travers le Canada, a prédit M. Vince hier.

Mme Campbell ne croit visiblement pas à ce scénario pessimiste. Elle fonde tous ses espoirs sur le fait que les sondages internes du parti montrent que le PC est le second choix d'un grand nombre de Canadiens. Ces sondages, ajoute-t-elle, montre aussi qu'une majorité d'électeurs sont justement prêts à voter pour ce second choix.

«Nous sommes très largement le second choix des Canadiens qui ont choisi un autre parti en premier lieu», a-t-elle en effet affirmé à North Battleford, au nord de la province, devant une centaine de partisans.

«Ce qui est intéressant, a-t-elle expliqué à un autre moment à quelques journalistes locaux, c'est à quel point les intentions de vote sont volatiles. C'est reflété par le fait que presque la moitié des Canadiens disent qu'ils sont sûrs ou pas mal sûrs de voter pour leur second choix», a-t-elle déclaré.

Bref, a-t-elle lancé: «Ces élections, sont loin d'être finies».

À certains moments, on avait même l'impression qu'elle analysait les intentions de vote aux prochaines élections générales comme celles d'un congrès au leadership ou d'une élection européenne où il y a plusieurs tours.

«Nos appuis pour le premier tour aug-



Kim Campbell se penche sur les jeux de jeunes enfants dans une garderie de Rosetown, en Saskatchewan, où elle se trouvait hier.

mentent. (Our first ballot support is growing), a-t-elle en effet déclaré à Rosetown.

6000 emplois

En visite en Saskatchewan hier et mardi soir, Mme Campbell a passé beaucoup plus de temps à attaquer les politiques des libéraux que celles du Parti réformiste, même si le parti de Preston Manning est en progression dans l'Ouest.

Hier, Mme Campbell a en effet lancé une nouvelle offensive sur le front libéral en déclarant que les trois gestes prioritaires qu'elle entend poser M. Chrétien s'il est élu, allaient faire disparaître presque autant d'emplois que ceux qu'il entend créer, et ce, pour un prix pharamineux.

Les trois priorités libérales sont la mise en place d'un programme d'investissements dans les infrastructures, qui

doit créer 60 000 emplois, l'annulation de l'achat des hélicoptères et le bris du contrat de privatisation de l'aéroport Pearson.

«Il se prépare à faire disparaître des emplois. La première chose qu'il ferait serait d'annuler la privatisation de Pearson, qui créera 14 000 emplois de construction dans le secteur privé... Cela tuera 14 000 emplois extrêmement nécessaires dans la région de Toronto», a-t-elle commencé à expliquer. Puis, a-t-elle dit, l'annulation de l'achat des hélicoptères fera disparaître les 40 000 emplois que ce contrat aurait pu créer.

Bref, dit Mme Campbell, ce sont 54 000 emplois qui ne pourront voir le jour et qui viennent mettre un sérieux bémol au programme de création d'emplois des libéraux.

Le Parti libéral propose de créer

60 000 emplois pour deux milliards, grâce à son programme d'investissements dans les infrastructures, des emplois financés uniquement par des gouvernements.

Mme Campbell conclut que c'est donc seulement une différence de 6000 emplois — 60 000 moins 54 000 — que les libéraux réussiraient à créer. «C'est un total de 6000 nouveaux emplois que vos milliards de dollars créeraient», a-t-elle lancé.

Elle a aussi vanté le travail effectué par les députés, mais surtout par les ministres conservateurs des Prairies, Charlie Mayer, Don Mazankowski et Bill McKnight — qui vient justement de la Saskatchewan. Aucun d'entre eux ne s'est cependant présenté aux discours de Mme Campbell pour lui fournir son appui.

Mme McLaughlin prévoit que les libéraux seront majoritaires

Presse Canadienne
TORONTO

Selon la leader du NPD, Audrey McLaughlin, un gouvernement libéral majoritaire devrait sortir des urnes, le 25 octobre.

Cette prédiction a été faite hier, lors d'une interview à l'émission matinale du réseau privé CTV: «Je ne pense pas que ce sera un balayage, je crois que ce sera raisonnablement serré. Mais je crois que nous aurons une majorité de libéraux».

«Les Tories sont morts dans cette élection, ça ne fait plus aucun doute», a-t-elle dit, ajoutant qu'il faut quand même un bon contingent néo-démocrate aux Communes pour faire contre-poids aux partis plus à droite, les conservateurs, les libéraux et le Reform Party.

Selon des responsables du NPD, la prédiction de Mme McLaughlin s'explique: il s'agit d'assurer l'électorat de gauche, celui qui souhaite la chute des conservateurs, qu'il peut en toute quiétude retourner dans le giron du NPD, maintenant que les libéraux semblent hors de portée.

«C'est ce que nos sondages indiquent, telle est l'allure de la campagne», disait-elle à l'antenne de CTV. «On ne sait jamais, ça peut changer. Mais on dirait que ça en a l'air», analyse-t-elle au sujet des chances de Jean Chrétien de devenir premier ministre.

Lors d'une pause sur le plateau, la chef néo-démocrate a quand même dit douter que les libéraux disposent d'une forte majorité: «Le lundi 25, les gens voudront réfléchir à qui ils aimeraient voir prendre position, aux Communes, sur des questions comme le régime de santé et l'accord de libre échange».



Audrey McLaughlin

Mme McLaughlin a expliqué avoir fait cette étonnante prédiction parce qu'elle se doit d'être «réaliste». Cela semble découler d'une stratégie visant l'électorat qui penche à gauche et souhaite la chute des conservateurs, pour assurer cet électorat qu'il peut en toute quiétude retourner dans le giron du NPD, puisque M. Chrétien semble hors de portée.

Un porte-parole du NPD a ensuite expliqué que l'avance de M. Chrétien, située à 15 pour cent par les sondages, apparaît insurmontable.

Wells et Parizeau dans un journal conservateur

JULES BELIVEAU

Les photos de Jacques Parizeau et Clyde Wells dans un journal publicitaire du Parti conservateur?

Rien n'est impossible dans ce bas monde, où on voit les conservateurs faire ainsi flèche de tout bois dans l'espoir de décrocher le gros lot au bout de la course électorale.

La dernière grande opération du PC au Québec est la distribution massive d'un journal publicitaire de quatre pages de format tabloïd qui, espère-t-on à la permanence du parti à Montréal, rejoindra la majorité des foyers québécois.

Ce journal, tiré à près de trois millions d'exemplaires, ne contient la photo que d'une seule personnalité conservatrice: Kim Campbell. On y trouve en revanche, outre les photos du chef du Parti québécois et du premier ministre de Terre-Neuve, celles de Jean Chrétien et de Lucien Bouchard.

Les titres et les messages écrits que contiennent cette publication paraissent quelque peu agressifs: «En votant pour le Bloc, risquez-vous d'aboutir avec Chrétien comme premier ministre du Canada?», «Les libéraux augmenteront le déficit, c'est sûr. Qui va payer pour cette folie furieuse?», «Que vient faire à Ottawa le tandem Bouchard-Parizeau?», «La fameuse balance du pouvoir du Bloc, un restant de pouvoir?»



Selon Denis Pageau, responsable des opérations du PC au Québec, son parti vise par ce journal à faire réfléchir l'électorat québécois sur les véritables enjeux des présentes élections et à l'amener à comprendre que seuls les conservateurs peuvent défendre ses intérêts réels.

M. Pageau a souligné que le PC a distribué sur une grande échelle au Québec un premier journal vers le début de la campagne électorale et qu'il avait fait de même lors des élections de 1988, ce qui, a-t-il laissé à entendre, avait probablement contribué à la victoire de leur parti. Il a toutefois omis de rappeler que le camp du Oui s'est livré à une opération semblable au cours de la campagne référendaire de l'an dernier, ce qui n'a pas empêché la victoire du Non.

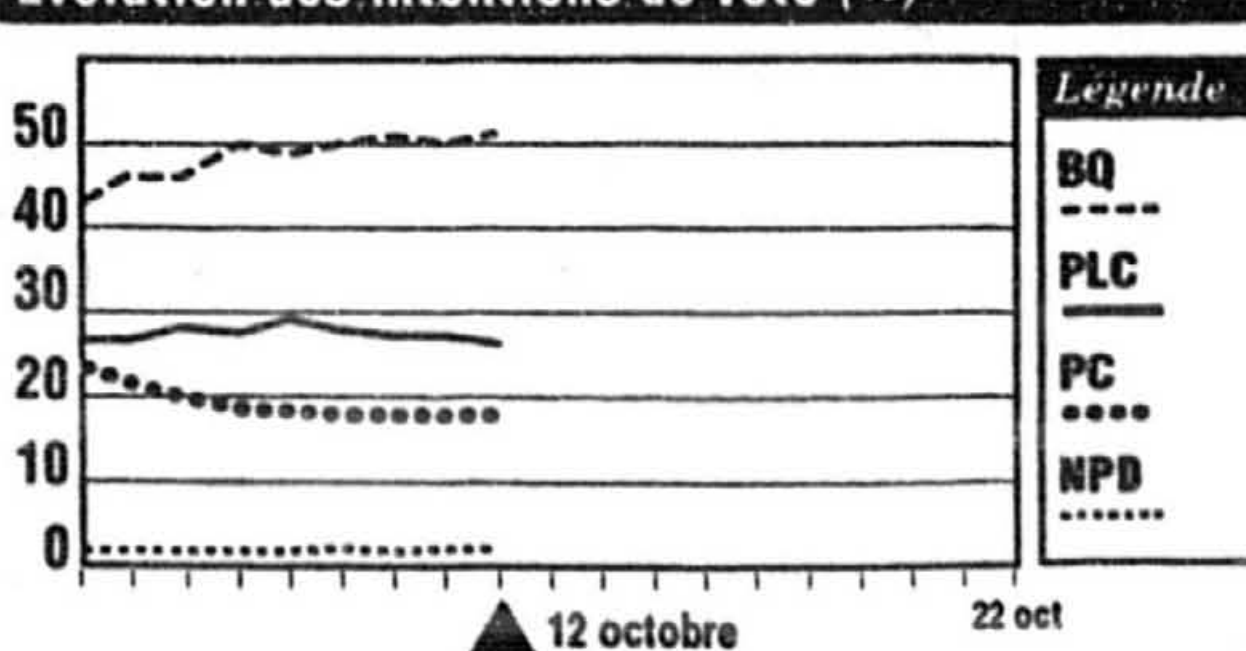
BAROMÈTRE SOM - LA PRESSE - TVA

12 octobre
1 027 répondants

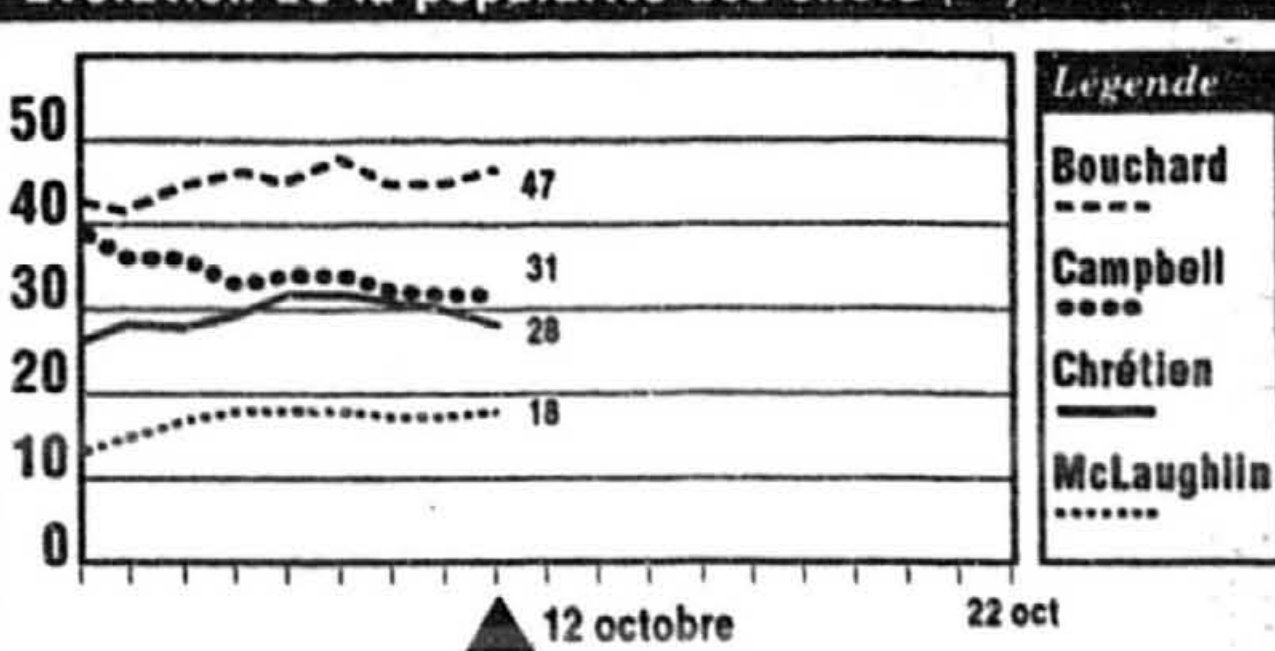
Intentions de vote au Québec (%)

	8 oct	9 oct	10 oct	11 oct	12 oct
Bloc Québécois	49	50	52	50	52
Parti libéral	29	28	27	27	26
Parti conservateur	18	17	17	17	17
NPD	2	2	2	3	3
Autres	2	3	2	3	2
Indécis	38	37	36	38	37

Évolution des intentions de vote (%)



Évolution de la popularité des chefs (%)



Éditorial

Paul Desmarais
président du conseil
d'administrationRoger D. Landry
président et éditeurClaude Masson
éditeur adjointMarcel Desjardins
directeur de l'informationAlain Dubuc
éditorialiste en chef

Lucien Bouchard et le « vrai mandat »

La tâche la plus ardue de Lucien Bouchard, au lendemain du 25 octobre, ne sera pas de définir le « vrai pouvoir ». Son problème, ce sera d'apprendre à vivre avec son « vrai mandat ».



Une forte proportion des gens qui voteront pour le Bloc québécois ne sont, en effet, pas souverainistes et n'envoient pas M. Bouchard à Ottawa pour préparer la souveraineté. Cela soulève un enjeu fondamental: quel est le sens du prévisible raz-de-marée bloquiste?

Pas étonnant que Jacques Parizeau ait affirmé, mardi, qu'un vote pour le Bloc était un vote pour la souveraineté. Il voulait sans doute, avec sa subtilité de pachyderme, récupérer à l'avance un vote, qui ne lui est pas acquis.

Pas étonnant, non plus, de voir Lucien Bouchard multiplier les appels à la prudence, soit en minimisant le nombre de sièges qu'il compte rafler, soit en affirmant que les fédéralistes québécois doivent, eux aussi, faire entendre leur voix à Ottawa. Les succès inespérés du Bloc ont, en effet, un impact paradoxal. Plus les Québécois se joignent au Bloc, plus la base souverainiste du Bloc se dilue.

Le noyau dur du parti était composé de souverainistes et de fédéralistes déçus, bien encadrés par un appareil péquiste. Mais sa progression, depuis un mois, s'est alimentée à d'autres sources: les succès personnels de M. Bouchard, la déception

occasionnée par les vieux partis, le classique effet d'entraînement. En passant de 40 à 50 p. cent des intentions de vote, le Bloc s'est gonflé grâce à des nouveaux venus, qui sont loin d'avoir l'homogénéité idéologique des pionniers. Et ce processus n'est sans doute pas terminé. Lucien Bouchard, sans vouloir chiffrer le phénomène, le sait bien. Il s'est empressé de réparer les pots cassés par son encombrant partenaire Parizeau en précisant qu'un vote pour le Bloc n'était pas automatiquement souverainiste.

Un sondage SOM-La Presse donne un étonnant éclairage à ce phénomène. Seulement 30 p. cent des Québécois interrogés estiment qu'un vote pour le Bloc est un vote pour la souveraineté. Mais, parmi ceux qui ont l'intention de voter pour le Bloc, à peine 22 p. cent voient leur choix comme un vote pour la souveraineté, contre 27 qui protestent contre l'administration et 43 qui estiment que le régime actuel ne fonctionne pas.

Une autre question montre que seulement 16 p. cent des partisans du Bloc sont tout à fait d'accord avec l'idée que le Bloc s'occupe prioritairement de souveraineté, 37 sont plutôt d'accord avec cet objectif tandis que 41 ne le sont pas!

Cette tiédeur de la ferveur souverainiste au sein même des troupes bloquistes a plusieurs causes. Mais le premier responsable, c'est Lucien Bouchard lui-même, qui a sans cesse joué sur les deux tableaux. Il est vrai qu'il n'a jamais caché l'option fondamentale de son parti: préparer la souveraineté. Mais il a multiplié les appels contradictoires aux fédéralistes, les a invités à

joindre ses rangs, a souvent insisté sur les autres volets de son projet, qui consistent essentiellement à assurer la bonne marche du régime fédéral dans cette période de transition.

Avec ce double message, Lucien Bouchard est en train d'obtenir un double succès. Cela lui donnera de gros appuis, le 25 octobre, que bloquistes et péquistes s'empresseront d'interpréter comme un succès inouï du projet souverainiste, dans cette incessante tentative de gonfler artificiellement les effectifs souverainistes pour atteindre la masse critique. Mais, déjà, nous savons, et Lucien Bouchard aussi, que la réalité est tout autre et que le vote pour le Bloc est très ambigu.

Lucien Bouchard a certainement réussi à réunir sous sa bannière des Québécois de tendances diverses, et cela montre qu'il est celui qui, depuis René Lévesque, a le mieux compris et incarné l'âme québécoise. Ce succès a un corollaire: en représentant si bien les Québécois, Lucien Bouchard incarne aussi leurs ambivalences et leurs contradictions. Ce succès a un prix: en gonflant ses effectifs, le Bloc a perdu ses griffes.

Il est clair que toute cette confusion aura un effet sur le mandat qu'obtiendra Lucien Bouchard, le 25 octobre. Il sera certainement envoyé à Ottawa pour défendre les intérêts du Québec et, de façon plus générale, jouer le rôle d'une opposition intelligente. Il sera également porteur d'un message au Canada anglais, à la fois ferme et ambigu. Mais rien ne permet de croire qu'il aura été élu pour se battre pour la souveraineté.

Alain DUBUC

Une improvisation lamentable

Le rapport Malouf, qui décrit ce qui se passait dans les couloirs lors de l'émeute de la Coupe Stanley de juin dernier, fera frémir les citoyens habitués à pouvoir compter sur la protection des forces policières.



On y découvre que les policiers ont été déployés dans le centre-ville sans directives explicites, sans point de rassemblement et sans encadrement. Que des agents attroupés à certaines intersections attendaient qu'on leur dise quoi faire. Que les membres de l'escouade tactique, formés pour contrôler les foules, ont été mal utilisés, disséminés, transformés en simples patrouilleurs. Bref, une désorganisation absolue. Le rapport du juge Malouf sur ces désordres est formel: la police a mal fait son travail.

Cependant, une fois les dégâts expliqués, le rapport aborde la question de l'approche communautaire privilégiée par le directeur de la police, Alain Saint-Germain, et montre que cette approche ne doit pas être utilisée à toutes les sauces. Cela aurait dû être une évidence à laquelle on peut arriver sans commission d'enquête. La police communautaire est une stratégie d'intervention préventive, qui vise à éviter les rapports d'affrontements. Mais elle n'a plus sa place quand les désordres éclatent. Partout où des policiers observent ou constatent des actes de violence, ils ont le devoir d'intervenir.

Mais l'aberration ultime contenue dans le rapport, c'est l'absence de planification avant l'événement. Presque irréel, mais vrai: le service de police ne disposait pas d'un plan d'intervention explicite, intégré et adapté aux exigences de la situation à laquelle il était confronté. Même pas un plan d'urgence.

Le ministre de la Sécurité publique, Claude Ryan, a aujourd'hui l'oeil ouvert, et le bon. Il s'agit maintenant de procéder à un exercice de lubrification des services de la police. Cette enquête menée dans un temps record assombrit le dossier du directeur Saint-Germain, qui quittera son poste en décembre. Mais ses recommandations deviennent un indicateur essentiel pour les décideurs, qui auront à choisir le prochain directeur.

Claudette TOUGAS

Pauvre Montréal!

Quand un politicien et son parti sont trop soudés l'un à l'autre, il arrive que le départ du premier précipite la mort du second. C'est ce qui aurait pu arriver au Parti civique de Montréal, au lendemain de la retraite du maire Jean Drapeau. Mais au lieu de tirer sa révérence, le PCM a choisi de s'accrocher à la vie envers et contre tous. Son agonie dure depuis sept longues années.



Cette semaine, le PCM en a remis dans le genre derniers râles. Jérôme Choquette, le candidat le plus prestigieux — et c'est tout dire — que l'on ait déniché comme aspirant potentiel à la mairie, a claqué la porte du parti, un mois et demie après y avoir officiellement adhéré. Au même moment, le chef intérimaire du Parti civique, Pierre Gagnier, annonçait lui aussi sa démission.

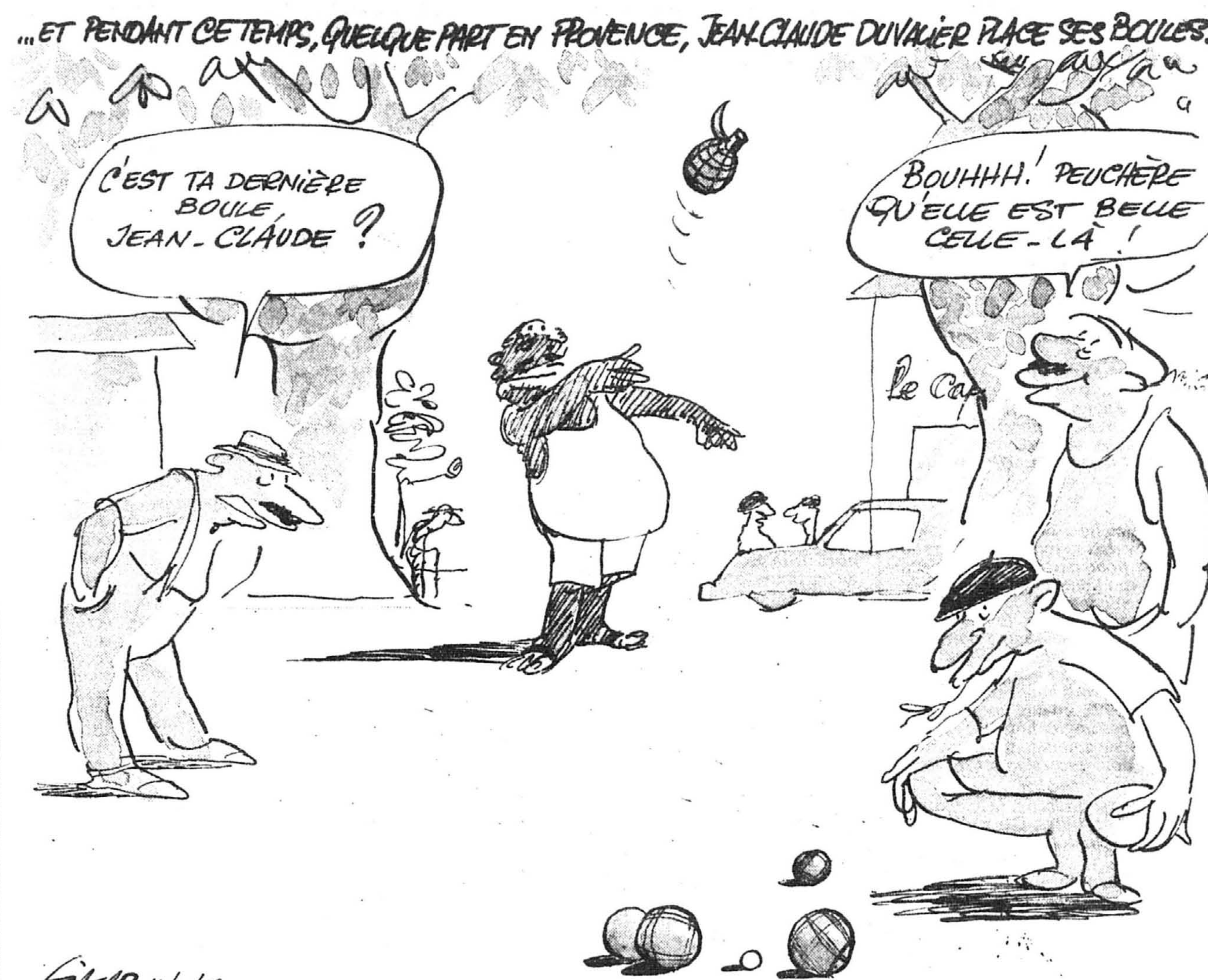
Que de « rebondissements »! Les habitués de la vie politique montréalaise ne seront pas surpris: ces petits chasses-croisés sont tout à fait typiques du cirque qui tient lieu d'opposition à l'administration du maire Doré. Des luttes intestines sans aucun intérêt. Des micro-partis incapables de retenir leurs propres membres. Et encore moins de s'entendre autour d'une plate-forme minimale. Bref, un paysage politique complètement éclaté et qui poursuit sa balkanisation.

Aujourd'hui, outre un Parti civique moribond, l'opposition montréalaise compte aussi le Parti municipal, qui a fait quelques vagues aux dernières élections et qui négocie, depuis, les conditions de sa fusion avec le PCM; la Coalition démocratique, formée d'anciens conseillers du RCM et qui est encore trop proche, idéologiquement, du parti au pouvoir pour être en mesure d'offrir une alternative électorale intéressante. Un parti écologiste, dont on n'entend pas parler. D'autres « étoiles » pourraient s'ajouter à cette brillante constellation. On dit que Nick auf der Maur veut fonder son propre parti. Idem pour M. Choquette. Michel Prescott, autre « ex » du RCM, serait en train de concocter quelque chose de son côté. On parle aussi d'un éventuel retour d'Yvon Lamarre...

Pitié! Ce magma politique ne laisse entrevoir aucune force sérieuse susceptible de faire face à l'équipe du maire Doré, lors des prochaines élections municipales. Jérôme Choquette? Il s'est assez lourdement discrédité avec sa bataille contre la surtaxe, bataille qu'il a gagnée en première manche, mais qui risque de mettre Montréal en quasi faillite. Les autres? Pour l'instant, il n'y a que des fossiles ou d'illustres inconnus.

Au rythme où c'est parti, le maire Doré n'aura même pas à se baisser pour ramasser un troisième mandat. Ce serait dommage pour les Montréalais. Et dommage pour la démocratie...

Agnès GRUDA



Nos gouvernants ne peuvent redresser d'eux-mêmes les finances publiques

MARCEL ADAM

La semaine dernière, l'Association canadienne des courtiers en valeurs mobilières sonnait l'alerte en évoquant la possibilité d'une crise monétaire et d'un bond des taux d'intérêt au lendemain des élections.



Avec une dette publique (fédérale-provinciale) qui tournera autour de 700 milliards de dollars en mars prochain, des emprunts de quelque 50 milliards par année dans les deux ordres de gouvernement, des frais d'intérêt sur la dette de 33 cents par dollar perçu par le fédéral et de 15 pour cent des revenus des provinces, l'organisme prédit que les investisseurs étrangers surveilleront de près l'orientation de notre politique fiscale après le 25 octobre.

Le déficit du Canada dépasse celui de tous les membres du Groupe des sept pays les plus industrialisés et, l'an dernier, ce piètre état financier a causé une baisse de la cote de plusieurs gouvernements provinciaux, dont celui de Québec.

Des contrées en meilleure posture financière ont dû affronter des crises monétaires d'envergure.

Le confrère Claude Picher ne se montrait pas moins pessimiste, dans sa chronique de samedi dernier, quand il disait que nos

finances publiques ont atteint un tel état de pourrissement que le Fonds monétaire international (FMI) est sur le point d'administrer au Canada son troisième coup de semonce en moins de cinq ans.

Les avertissements précédents — au printemps de 1988 et en avril dernier — avaient été prodigués au gouvernement canadien avec le plus grand ménagement, mais le prochain rappel à l'ordre risque, selon lui, d'être beaucoup plus brutal.

Ce qui pourrait produire un très mauvais effet sur la cote de solvabilité du pays, et donc les plus graves conséquences sur le dollar, les taux d'intérêt, nos approvisionnements en capitaux et la confiance de nos créanciers.

Si tous les partis fédéraux réalisaient la gravité de la situation, ils ne paraissent pas également déterminés à prioriser la remise en ordre des finances publiques en commençant par l'élimination du déficit le plus rapide possible.

C'est ce qui faisait dire à un des économistes invités au débat hebdomadaire de l'émission *Le Point*, mardi soir à Radio-Canada, que la solution ne pourra venir des politiciens aussi longtemps que les électeurs feront leur choix en fonction des promesses que font les partis pour obtenir leurs suffrages.

C'était une façon de dire qu'en politique comme dans les autres activités humaines s'applique la vieille maxime « On n'attire pas les mouches avec du fiel mais avec du miel ».

Cette observation était la plus intéressante entendue sur ce plateau car elle mettait le doigt sur le fond du problème. Mais, formulée à la toute fin, elle n'a malheureusement pas été développée.

Les gouvernements qui n'ont pas réussi à remettre de l'ordre dans la trésorerie publique ont moins échoué par incompétence que par réflexe de survie.

Comment en effet espérer conserver le pouvoir avec des politiques d'austérité qui exigent de douloureux sacrifices de la part de la population, quand les adversaires jurent qu'ils pourraient atteindre le même résultat avec une médecine douce?

Et dans une campagne électorale, quel parti aura la témérité suicidaire de dire franchement aux électeurs que le pays vit au-dessus de ses moyens et de solliciter le mandat de réduire substantiellement la prodigalité étatique à leur endroit, sachant que, ce faisant, il les jettera dans les bras des partis qui tiennent un discours optimiste et prometteur de lendemains qui chantent?

Au début de la campagne en cours, Kim Campbell a essayé de faire comprendre que l'élimination du chômage pourrait prendre plusieurs années, et que pour se débarrasser rapidement de ce déficit qui ruine le pays et compromet l'avenir, il faudra réexaminer éventuellement les programmes sociaux.

Elle s'est vite ravisée, après que ses adversaires l'eurent accusée d'accepter le chômage comme une fatalité et de proje-

ter de faire des coupures dans les programmes sociaux.

Si cette analyse est juste, il y a lieu de se demander si les gouvernements seront jamais capables de prendre les mesures susceptibles de prévenir des interventions extérieures du genre de celles que redoutent l'ACCOVAM et le confrère Picher.

Je crois avec l'économiste cité au début que la solution à nos problèmes financiers ne peut venir des politiciens.

J'irais même jusqu'à dire que, loin de craindre les pressions extérieures de ses créanciers ou du FMI, le prochain gouvernement fédéral trouverait bien comme un moyen de se faire ainsi payer les désagréments.

Acculé par ses bailleurs de fonds ou le gardien de l'ordre financier international à sortir le pays de son désordre financier, il pourrait invoquer la crise pour recourir impunément aux mesures radicales qu'il n'aurait pu appliquer de lui-même sans risquer que le peuple lui en fasse payer les désagréments.

S'il devait en être ainsi, Ottawa pourrait faire ce qu'il doit faire sans en porter l'odieux, comme ce fut le cas pour Robert Bourassa qui s'est trouvé fort aise de pouvoir abolir l'unilangisme français dans l'affichage commercial en invoquant la condamnation de la loi 178 par l'ONU.

Se faire dicter sa conduite par des pouvoirs extérieurs n'est pas très glorieux, mais ça peut assurer la fortune politique en dispensant de payer le prix du courage.

Opinions

Le Bloc québécois prépare la voie à l'émergence d'« États régionaux »

MARIO DE LUCA

L'auteur est président du Bloc québécois dans le comté de Richmond-Wolfe. Ce texte constitue une réponse à celui de M. Jean Mercier, intitulé « Bloc Québécois: comment jouer au hockey avec une raquette de tennis », publié dans cette page le 6 octobre.

La première impression, qui m'est venue à la lecture des réflexions de M. Mercier sur les attitudes et le nationalisme de l'électorat québécois, en est une de stupéfaction.

Étant un diplômé du Département de science politique de l'Université Laval, où enseigne M. Mercier, je ne me souviens pas d'avoir rencontré, en deux ans d'étude à Québec, un membre du corps professoral aussi dépourvu d'esprit analytique et favorisant une approche aussi simpliste dans sa compréhension de phénomènes politiques québécois.

Je vais tout simplement tenter de répondre à la question que pose le professeur: pourquoi un parti indépendantiste à Ottawa? Autrement dit, selon sa propre question: « Quel intérêt avons-nous, comme Québécois, à envoyer des députés du Bloc québécois à Ottawa? »

Venons en au fait et laissez-moi vous expliquer la dynamique politique, qui explique la présence du Bloc québécois à Ottawa. Le Canada est présentement sur la voie d'un processus de décentralisation. Pour l'électorat québécois, il est aussi légitime et sage de vouloir changer les règles du jeu fédéral, qu'il fut ruse de voter fédéraliste à Ottawa et autonomiste à Québec. Avec l'aide du peuple canadien vivant à l'ouest du continent, qui votera pour le Reform Party, le 25 octobre prochain, Monsieur Mercier, nous les membres du Bloc québécois sommes en train de préparer la voie à des gouvernements régionaux.

L'État régional est une forme d'État en gestation dans plusieurs États officiellement unitaires: à cet égard, on n'a qu'à penser à l'Espagne, à l'Italie, au Portugal et à l'Allemagne. L'émer-

gence de l'État régional en Amérique du Nord, monsieur le professeur, sur le territoire présentement couvert par le Canada, n'est en somme que la disparition d'un fédéralisme centralisateur originaire de l'empire Britannique (1867). Ce processus de décentralisation est au cœur de la dynamique politique des deux peuples fondateurs. Nous sommes en présence de deux collectivités qui, avec leurs gouvernements respectifs, dotés de droits et de pouvoirs, des gouvernements ayant une existence propre indépendante de celle de leurs membres, disposent déjà d'une certaine autonomie.

Sous l'autorité de la loi suprême qu'est la constitution canadienne, l'existence juridique de ces collectivités aura tendance à s'affirmer, à se détacher de l'emprise d'un gouvernement central fort. Aucune importance, donc, pour le Québec d'être en dehors d'un cabinet de gouvernement, même majoritaire, puisque le fédéralisme centralisateur est remis en question.

Le prochain gouvernement fédéral apparaît, d'ores et déjà, comme le premier jalon qui permettra l'émergence d'une gestion continentale fortement décentralisée d'une ancienne réalité politique que l'on appelait le Canada de l'Acte de l'Amérique du Nord Britannique. À l'aube du XXI^e siècle, Monsieur Mercier, le politique s'exprime souvent en terme de régionalisation, donc de décentralisation des prises de décision et le Bloc Québécois en est la manifestation.

Vous écrivez, Monsieur le professeur: « N'est-il pas plus raisonnable de penser qu'il vaut mieux être en position de force à l'intérieur du cabinet? ». Qu'a donné une telle position de force, dites-moi, depuis le début des années quatre-vingt; le rapatriement unilatéral de la constitution, malgré la volonté contraire de l'assemblée nationale du Québec, l'échec de l'entente du Lac Meech, l'échec de l'entente de Charlottetown, le refus de tous les accommodements, l'augmentation spectaculaire de la dette du pays, la réduction du rôle international du Québec, les magouilles référendaires entre libéraux du Québec et conservateurs, etc...

Plus loin, dans votre réflexion mon-

sieur Mercier, vous faites allusion à un mouvement indépendantiste, qui se veut sans peur et sans risque, un mouvement prôné par le Bloc Québécois: « Nous pourrions garder toutes nos mauvaises habitudes sans qu'il soit nécessaire de les changer », dites-vous. Vraiment, votre analyse politique ne mérite pas plus qu'un « D ». Nos mauvaises habitudes, monsieur le professeur, nous viennent du carcan fédéraliste et c'est en se soustrayant de la structure aliénante actuelle que nous allons grandir.

Plus loin, dans votre article, vous écrivez que la revendication à l'autonomie du Québec serait devenue, une revendication de consommation: « Un nouveau pouvoir de consommateur qui émerge à la fin des années soixante. » Vous n'avez rien compris à la Révolution tranquille, à l'émergence de l'État québécois. Ce n'est pas un phénomène de consommation, mais une renaissance politique qui, à ce moment de l'histoire, a touché beaucoup de pays, y compris le Québec. Peut-on honnêtement associer la tendance au nationalisme, qui prend forme dans le monde, à un nouveau pouvoir de consommation? Qu'en est-il de l'évolution de la consommation en ex-URSS?

En terminant, j'aimerais mentionner que votre référence au professeur Henry Mintzberg, auteur de *Structure et dynamique des Organisations*, pour mentionner la réussite institutionnelle canadienne, ne me surprend pas. Ce spécialiste des structures organisationnelles ne peut faire autrement que de vanter les mérites de ce monstre qu'est devenue la fonction publique fédérale et je comprend que vous en soyez également un admirateur inconditionnel.

Non, permettez-moi de vous contredire: l'avenir constitutionnel du Québec ne se décide pas à Québec mais au cœur même de cette fonction publique monstrueuse, tributaire d'un gouvernement fédéral trop longtemps centralisateur et qui ruine la population du Québec et du Canada. Les députés du Bloc québécois sont là pour aider le Québec à devenir politiquement autonome, et cela, monsieur le professeur, le simple peuple l'a compris...



Lorraine Pagé

Élections: trois thèmes demeurés sous le boisseau

LORRAINE PAGÉ

L'auteure est présidente de la CEQ.

Il semble déjà acquis que la prochaine élection fédérale tranchera avec celles que nous avons connues dans le passé. En se rendant aux urnes le 25 octobre prochain, les Québécoises et les Québécois pourront en effet, pour la première fois de leur histoire, faire élire des candidates et des candidats souverainistes au parlement fédéral.

Car, depuis la dernière élection, beaucoup d'eau a coulé sous les ponts. L'échec des Accords du Lac Meech et le rejet de l'Entente de Charlottetown, par voie référendaire, ont certainement contribué à faire du Bloc québécois un joueur avec qui il faut désormais compter dans l'arène fédérale. Et même si, à l'occasion de son dernier Conseil général, notre centrale a choisi de préserver sa neutralité face aux partis politiques, la présente campagne électorale constitue une occasion privilégiée pour la CEQ de réaffirmer son option pour l'indépendance nationale du peuple québécois (résolution du Congrès de l'été 1990). Contrairement à tous les Chrétien et Campbell de ce monde, qui tentent vainement de balayer sous le tapis les aspirations légitimes du Québec, nous croyons que la question nationale, loin d'être réglée, va resurgir tel un boomerang et ce, très bientôt. Nos fédéralistes à tout crin ne perdent donc rien pour attendre.

Mais, au cours de la présente campagne, d'autres enjeux majeurs semblent avoir été tout bonnement remis sous le boisseau, du moins au Québec. On veut bien admettre que les questions de l'emploi et de la lutte au déficit ne peuvent être reléguées au second plan dans le contexte actuel. Mais est-ce là un motif suffisant pour exclure du débat électoral des thèmes aussi vitaux pour notre société que l'accord de libre-échange nord-américain (ALENA), la culture ou l'éducation?

L'ALENA: un enjeu majeur occulté

Il est incroyable qu'un enjeu sociétal de l'envergure de l'ALENA passe presque inaperçu au cours de cette campagne. S'il est un moment privilégié pour débattre des avantages et des désavantages de l'ALENA, c'est bien maintenant. D'autant plus que les pourparlers qui ont mené à son adoption se sont déroulés dans le plus grand secret et que l'accord avec les États-Unis est loin d'avoir donné les résultats escomptés. Or, l'ALENA est beaucoup plus qu'un élargissement du traité américain au Mexique. Il étend son champ d'application à plusieurs secteurs dépassant le cadre d'un simple accord commercial: investissements, transport terrestre, télécommunications, services financiers, contrats gouvernementaux.

Véritable projet de société, qui laisse à la grande entreprise le soin de façonner notre avenir, l'ALENA soulève de nombreuses interrogations. Pourquoi les questions sociales sont-elles complètement négligées par les trois gouvernements signataires, alors que la Communauté économique européenne, elle, prend largement en compte cette dimension dans son projet d'intégration? Pourquoi ne pas avoir prévu établir des normes minimales continentales de protection de l'environnement dans l'entente parallèle, qui doit en principe corriger les lacunes de l'accord principal? Et pourquoi l'accord parallèle sur le travail ne protège-t-il pas le droit à la syndicalisation?

Rarement, au cours d'une campagne, le discours électoral de tous les partis aura-t-il été aussi imprégné d'économisme. Résultat: la culture s'en trouve totalement évacuée. Au-delà des promesses habituelles des leaders qui nous font miroiter des investissements massifs dans la culture s'ils sont élus, quelles sont leurs orientations sur un dossier chaud comme les impacts de l'ALENA sur les domaines artistiques et culturels? Que pensent-ils des coupures infligées à des grands

organismes comme Radio-Canada et le Conseil des Arts, depuis quelques années? Et comment jugent-ils les décisions douteuses du CRTC en matière de radiodiffusion?

Par ailleurs, la refonte de la Loi du droit d'auteur tarde à se matérialiser. Conséquemment, nos créateurs continuent, pendant ce temps, d'être dépossédés de revenus qui devraient normalement leur revenir. Avec un taux de pauvreté dépassant 80%, une insécurité d'emploi chronique et des conditions de travail trop souvent précaires, ces artistes demeurent les parents pauvres d'un secteur d'activité dont ils constituent pourtant l'élément moteur. Il n'y a pas d'exemple d'autre secteur d'activité aussi vital pour une collectivité, qui soit continuellement réduit à fonctionner avec les moyens du bord. Or, développer son secteur culturel c'est assurément effectuer un investissement collectif dont les retombées globales s'échelonnent à moyen et long terme.

En tant qu'organisation particulièrement sensibilisée aux questions d'éducation, notre centrale déplore aussi vivement l'absence remarquée de tout débat sérieux sur l'avenir de l'éducation et de la formation en cette période de fièvre électorale.

Même si, officiellement, ce champ relève de la compétence des provinces, le seul fait que le fédéral y consacre 13 milliards de dollars par année devrait suffire à attirer notre attention. Sur tout que nous avons l'impression qu'avec le récent accord Campbell-Bourassa, les conservateurs ont tout fait pour mettre un couvercle sur la marmite chaude que constitue le dossier de la formation au Québec. Or, ce brouillon d'entente, préparé à la vavette par des politiciens plus préoccupés par les stratégies électorales que par l'amélioration de notre système d'éducation, aurait pour effet d'institutionnaliser le capharnaüm qui règne déjà dans ce secteur clé pour notre développement. À l'heure où certains ténors nous cassent les oreilles avec la soi-disant pénurie de main-d'œuvre spécialisée, comment expliquer qu'on retrouve les noms de plus de 25 000 Québécoises et Québécois sur les listes d'attente des cours de formation professionnelle? C'est carrément scandaleux!

On sait par ailleurs que les conservateurs ont de grandes visées pan-canadiennes en matière d'éducation. Leurs cartons sont bourrés de mesures niveleuses comme l'établissement de normes nationales, l'implantation d'exams nationaux, etc. Sur ce thème, les autres partis fédéralistes, qui partagent cette philosophie centralisatrice de l'éducation, ont été muets comme des carpes au cours de la campagne. Or, soyons clairs. Toute tentative d'ingérence accrue du fédéral dans le champ de l'éducation rencontrera une résistance farouche au Québec, où règne un fort consensus sur l'urgence de rapatrier nos leviers d'intervention en cette matière.

On se demande également combien de temps nous devrions vivre avec des structures scolaires dont la configuration est archaïque, pour ne pas dire « jurassique ». Toute modernisation de notre système scolaire en vue de l'adapter à l'évolution de notre société - notamment sur les plans des valeurs et des croyances religieuses - se heurte dans les faits à l'article 93 de la constitution canadienne, qui protège l'existence de commissions scolaires catholiques ou protestantes dans les villes de Québec et Montréal. Le pluralisme de la société québécoise se développe rapidement, il est urgent de passer à l'action dans ce domaine. Nous voulons savoir de quel bois se chauffent les partis fédéralistes en lice sur cette question. Sont-ils d'accord pour modifier rapidement l'article 93 dans le sens des aspirations du Québec moderne? Nous attendons impatiemment la réponse.

En somme, nous souhaitons vivement que les thèmes précédents soient débattus d'ici la fin de la campagne, car rien ne justifie, selon nous, de telles omissions.

Une transition vers la démocratie?

MICHEL ROCHE

L'auteur est étudiant au doctorat en science politique, à l'Université du Québec à Montréal.

La volonté du gouvernement Eltsine d'imposer à la société russe un modèle de développement inspiré des théories néolibérales dissimule l'intérêt plus concret de certains groupes de mettre la main sur les richesses immenses du pays. Il s'agit autant des anciens « nomenklaturistes » reconvertis au capitalisme, que des nouveaux entrepreneurs ou d'entreprises multinationales qui ont pour nom Exxon, Chevron, Mobil Oil, etc.

Ces intérêts se heurtent à d'autres intérêts, dont ceux des dirigeants d'entreprises étatiques, de plusieurs catégories de salariés, des retraités, etc. Jusqu'à maintenant, le Parlement a été la seule opposition dotée d'une efficacité sur le plan légal pour s'opposer aux réformes du gouvernement Eltsine.

Il s'agissait donc de jeter le discrédit sur le Parlement. Les médias électroniques étant sous le contrôle de Eltsine, la tâche en était d'autant facilitée. S'il avait vraiment été aussi démocrate que certains l'affirment, il aurait déclenché des élections dès la dissolution de l'URSS. Il aurait convoqué une assemblée constituante qui aurait décidé de la répartition des pouvoirs dans le cadre d'une nouvelle constitution. Il ne l'a pas fait. On comprend maintenant que s'il l'avait fait, il n'aurait pu décider, avec ses seuls partisans, comme c'est le cas aujourd'hui, quels seraient les pouvoirs de la prochaine assemblée législative.

En mars 1993, Eltsine décidait de se faire plébisciter par la population. En tenant compte des abstentions, 37% appuient Eltsine dans la poursuite des réformes et 27% s'y opposent. Le taux d'abstention de 36% ne vient pas seulement d'un désintérêt de la chose politique. Je connais des gens qui étaient de fervents partisans de Eltsine jusqu'en septembre 1992. Opposés, depuis, à ses réformes, ils ont néanmoins refusé de voter non au référendum pour ne pas être associés au clan de Khasboulatov, considéré plus corrompu encore que celui de Eltsine.

Khasboulatov, originaire du Caucase (il est Tchétchène), est souvent associé par ses détracteurs au crime organisé qui, à Moscou, est en partie contrôlé par des cliques, qui proviennent de cette région. Ceci explique dans une certaine mesure son impopularité. Quant à la popularité de Eltsine, en baisse constante depuis quelques mois, elle est attribuable presque exclusivement à la lutte politique qu'il a menée contre les privilèges de la nomenklatura sous Gorbatchev et à son opposition à ce dernier dans les derniers mois d'existence du régime soviétique.

L'appui à Eltsine doit être relativisé en tenant compte au moins des quelques données suivantes. Les études de l'Institut de Sociologie (Académie des



Boris Eltsine

Sciences de Russie) arrivent à la conclusion qu'environ 15% de la population profite des réformes et que, en grande majorité, elle s'est exprimée en faveur de Eltsine.

En outre, dans plusieurs régions éloignées de la capitale, les anciens « nomenklaturistes » continuent de jouer un rôle important dans la politique locale et régionale. Aussi, une partie de l'opinion publique est persuadée que la situation de chaos dans laquelle se trouve la Russie n'est pas redevable aux réformes du gouvernement actuel, mais plutôt au fait que ces réformes ou bien ne sont pas appliquées, ou bien sont l'objet de sabotage de la part des dirigeants locaux et régionaux.

Par ailleurs, il est à noter que la campagne référendaire s'est déroulée selon des règles. Eltsine et son équipe, qui contrôlent la totalité des médias électroniques et la plus grande partie de la presse écrite, ont bénéficié pendant les quatre semaines de la campagne de plus de 99% du temps d'antenne (Khasboulatov n'a eu droit qu'à une seule intervention de quelques minutes). Comment peut-on alors qualifier le référendum d'avril 1993 comme une grande victoire pour la « jeune démocratie russe »?

Une fois la « légitimité » confirmée par le référendum, il s'agissait de la traduire dans une nouvelle répartition des pouvoirs. Tout le monde s'entendait pour dire que la Constitution de 1977, amendée, ne correspondait plus aux besoins de la Russie post-soviétique, qu'un nouveau texte s'imposait. Il fallait donc s'attendre à ce que le feu prenne entre les deux instances du pouvoir, législative et exécutive. Eltsine a placé ses pions à la Commission constitutionnelle chargée de rédiger un texte, le Parlement y a mis également les siens. Ce dernier propose un parlement fort doublé d'une présidence confinée aux Affaires étrangères et à la nomination aux postes-clés du

gouvernement. Eltsine exige une présidence forte à laquelle aurait été subordonné le Parlement, puisque seule une concentration maximale du pouvoir est susceptible de permettre l'accélération du rythme du développement du capitalisme en Russie.

La façon la plus démocratique de résoudre ce conflit aurait été l'élection d'une assemblée constituante. Mais si Eltsine avait procédé ainsi, la répartition des pouvoirs qu'il souhaitait, c'est-à-dire une présidence forte, aurait risqué de lui échapper. En écartant la voie de l'Assemblée constituante, il ne restait que le coup de force pour « résoudre » le conflit.

Eltsine a donc procédé à la dissolution du Parlement, après s'être assuré du soutien de l'armée. Il a bafoué la liberté d'expression, si chère à certains de nos éditorialistes lorsqu'il ne s'agit pas de la Russie, en fermant la porte du très influent journal non communiste « Rossiiskala Gazeta », organe de l'opposition parlementaire. Les députés se sont fait couper non seulement les lignes téléphoniques gouvernementales, mais également leurs propres lignes personnelles.

Avec la dissolution du Parlement, Eltsine et ses partisans sont libres de déterminer la répartition des pouvoirs au moins pour les neuf prochains mois (les élections présidentielles sont pour juin 1994). En attendant, la commission constitutionnelle est chargée de rédiger une ébauche de constitution qu'elle doit remettre quelques semaines avant les élections. (...)

Boris Eltsine s'est débarrassé du Parlement pour échapper au contrôle de toute instance susceptible de contrebalancer les réformes que les institutions politiques, économiques et financières internationales, de même que sa propre base en Russie, le pressent de mettre de l'avant. (...)

Lors d'une rencontre des ministres des Finances des banques centrales des pays du G-7, le samedi 25 septembre, on leur a notamment fait part de l'intention du gouvernement russe de mettre fin aux subventions à la production de grain et de pain, seul aliment de base qui avait été relativement épargné jusqu'à maintenant. À la fin de la réunion, les ministres des Finances ont exprimé leur espoir que le geste de Boris Eltsine « aide la Russie à réaliser une rupture décisive sur la voie de la réforme pour une économie de marché ». Les dirigeants du Groupe de sept pays les plus industrialisés, de la CEE, de l'OTAN, du FMI et de la Banque mondiale se sont empressés de soutenir le geste de Boris Eltsine.

La chute des régimes de type soviétique aurait dû être celle du dogmatisme et du monolithisme et non celle de la pensée critique. Malheureusement, il semble que le « grand mensonge soviétique » ait été remplacé par un nouveau mensonge et que, encore une fois, comme le précédent, il recrute de nombreux défenseurs parmi les intellectuels et journalistes occidentaux.

ELECTIONS 93



Lucien Bouchard cherche à colmater la brèche de Parizeau

À quelques jours du scrutin, le Bloc ne veut surtout pas être exclusivement associé à la souveraineté

MARIO FONTAINE
ROBERVAL

Les anglophones ont une très belle expression pour décrire une opération de sauvetage politique ou idéologique: «damage control». C'est ce à quoi s'est employé hier Lucien Bouchard, bien décidé à effacer l'impression laissée la veille par Jacques Parizeau selon laquelle les électeurs qui appuieront le Bloc le 25 octobre seront virtuellement tous des souverainistes.

«C'est un fait que beaucoup de fédéralistes déçus vont aussi voter pour le Bloc», a plutoit expliqué M. Bouchard, qui pense néanmoins que les souverainistes vont former le «noyau» de cet appui. Les autres vont voter pour un parti ouvertement indépendantiste sans pour autant se prononcer explicitement pour l'indépendance.

Le chef du Parti québécois, mardi, avait été plus expéditif: quelqu'un qui vote pour le Bloc québécois vote pour un parti souverainiste. Personne ne pourra dire qu'il l'ignorait, a dit M. Parizeau. Le vice-premier ministre Jean Charest a interprété ses propos hier en soutenant que c'est M. Parizeau qui décidera si le vote des électeurs est ou n'est pas un vote pour l'indépendance.

Lucien Bouchard, quant à lui, a cherché à colmater la brèche, affirmant que le point de vue de M. Parizeau et le sien sont identiques. Plus de souverainistes que de fédéralistes voteront pour le Bloc, cela lui apparaît plausible et cohérent même s'il n'a pas de sondage en main lui indiquant l'allégeance des électeurs. Du même souffle, il ajoute néanmoins que l'appui au BQ ne sera pas à 100 p. cent souverainiste et que des fédéralistes «qui cheminent», «en transition», s'apprêtent à opter pour le changement.

À dix jours du scrutin, on constate que le Bloc québécois tient à garder ses portes ouvertes et ne veut surtout pas être exclusivement associé à la souveraineté. Ce qui lui aliénerait le vote des mécontents et celui des fédéralistes qui n'aiment ni les conservateurs, ni Jean Chrétien. M. Bouchard parle de souveraineté dans chacun de ses discours, mais il rappelle aussi qu'il y aura des élections et un référendum avant d'en arriver là, et que, dans l'intervalle, il respectera les procédures parlementaires à Ottawa.

Le chef du PQ avait déjà mis son vis-à-vis souverainiste dans l'eau chaude il y a quelques mois, en se prenant à rêver à un «parlement à l'italienne» avec l'élection de plusieurs députés bloquistes. Puis, dans un grand rallye à Shawinigan en compagnie de M. Bouchard, il a ridiculisé les «Canadiens-français de service à Ottawa», ce qui lui a valu une réplique de Jean Chrétien lors du débat des chefs. Aucune autre activité conjointe des deux

chefs indépendantistes n'est prévue d'ici la fin de la campagne.

S'adressant au Cercle de presse du Saguenay hier matin, M. Bouchard s'est par ailleurs montré rassurant quant aux lendemains des élections advenant l'envoi d'un fort contingent de députés souverainistes à Ottawa. Les initiés — politiciens, ambassadeurs — en France et aux États-Unis savent depuis longtemps dit-il que les problèmes ne sont pas réglés au Canada. Seules les populations seront peut-être un peu surprises, elles «qui prennent le Canada pour un pays tranquille où il ne se passe jamais rien».

Par ailleurs, fait valoir le leader souverainiste, les États-Unis savent que le Québec n'a rien d'un «Cuba du Nord», avec une population anti-américaine et très gauchisante. Ils savent aussi, ajoute-t-il, que le Québec n'est pas protectionniste et que c'est grâce à lui que le traité de libre-échange a pu être signé. M. Bou-

chard et ses députés entendent du reste profiter de leur présence à Ottawa pour faire la promotion d'un Québec souverain au niveau international.

Les réactions des milieux financiers n'inquiètent pas davantage M. Bouchard. Le Bloc québécois et le Reform Party sont les deux seules formations qui veulent épurer les finances publiques, assure-t-il, affirmant que les marchés internationaux sont bien mieux informés de la situation qu'on pourrait le penser. La Banque royale avait promis l'apocalypse si le référendum de Charlottetown ne passait pas, il n'est rien arrivé par la suite, de rappeler le chef du BQ.

Celui-ci a eu une journée chargée hier, entre Chicoutimi, Roberval et Saint-Félicien. Cela lui a permis de rencontrer d'autres électeurs de son comté de Lac-Saint-Jean, où il se fait de plus en plus présent. Il fait aujourd'hui campagne à Montréal, avant de repartir pour Québec demain.

Charest montre du doigt le «triomphalisme» de Parizeau

Presse Canadienne

Jean Charest attribue la popularité du Bloc québécois dans les sondages à un vote de protestation de la part de l'électorat du Québec.

Rencontrant les journalistes quelques minutes après avoir prononcé un discours devant les membres de la Jeune Chambre de commerce, à Montréal hier, M. Charest a dit estimer que «l'incertitude face à l'avenir» pousse bon nombre de Québécois à jeter leur dévolu sur le Bloc québécois dans un «vote de protestation».

Le vice-premier ministre met cependant en garde la population du Québec contre le sens réel d'un vote pour le Bloc québécois.

Selon M. Charest, le Parti québécois aura tôt fait d'utiliser ce vote à des fins souverainistes.

A preuve, a souligné M. Charest, Jacques Parizeau a affirmé mardi que les électeurs du Bloc

étaient à peu près tous des indépendantistes. Le ministre conservateur croit que cette déclaration illustre le «triomphalisme» de M. Parizeau et la façon dont il interprétera bientôt le vote pour le Bloc pour «défendre son idéologie».

Jean Charest exhorte par conséquent les électeurs à pousser plus loin leur réflexion afin de mesurer l'impact véritable de leur choix le 25 octobre.

M. Charest s'est dit par ailleurs confiant que le Parti conservateur puisse remonter la pente au Québec d'ici le soir des élections.

Dans son allocution devant la Jeune Chambre de commerce, M. Charest a réservé ses principales charges contre le Bloc québécois et son chef Lucien Bouchard.

Le vice-premier ministre a notamment souligné le parcours politique «incohérent» de M. Bouchard, qui fut ministre au sein du gouvernement conservateur de 1988 à 1990.

La séparation du Québec ne bouleverserait pas les Américains, selon un expert

MARIE TISON
de la Presse Canadienne
WASHINGTON

Compte tenu des récents changements politiques dans le monde, la plupart des Américains ne seraient guère choqués par la séparation du Québec.

Plusieurs, cependant, seraient attristés.

C'est du moins l'avis d'un spécialiste américain des relations canado-américaines, M. Joseph Jockel, dans une analyse sur les élections canadiennes rendue publique hier.

M. Jockel est le directeur du Projet Canada au Centre des études stratégiques et internationales, un institut de recherche basé à Washington.

Dans son étude de sept pages, il affirme également que la plupart des Américains qui suivent les affaires canadiennes dans les sphères politiques à Washington et sur Wall Street préféreraient voir les conservateurs de Kim Campbell remporter le pouvoir.

Il ajoute que l'élection d'un gouvernement libéral augmenterait les tensions entre le Canada et les États-Unis, et que l'administration Clinton pourrait fort bien refuser de renégocier l'Accord de libre-échange nord-américain.

M. Jockel déclare qu'avec la division du vote fédéraliste entre les libéraux et les conservateurs, le Bloc québécois devrait remporter la majorité des sièges au Québec, peut-être même jusqu'à 60 sur les 75 sièges en jeu.

Trois points

Il rappelle que les souverainistes québécois se sont donné un plan en trois points pour accomplir l'indépendance du Québec: l'élection de plusieurs députés du Bloc québécois aux élections du 25 octobre, l'élection du Parti québécois aux élections provinciales, et un référendum sur la souveraineté une année plus tard.

«En bref, le grand triomphe électoral du Bloc québécois qui semble s'annoncer signale le retour de la crise constitutionnelle canadienne et peut fort bien annoncer l'avènement d'un Québec indépendant d'ici quelques années», écrit-il.

Il fait remarquer que la forte possibilité d'une séparation du Québec existe depuis plusieurs années, ce qui a donné aux Américains le temps de définir leurs intérêts et d'arrêter leur approche.

Il indique que la plupart des Américains, y compris les hauts fonctionnaires du gouvernement

américain, espèrent que le Canada demeurera uni: il est plus facile pour les intérêts américains d'opérer dans un marché canadien unique sous un seul gouvernement souverain.

«Toutefois, les preneurs de décisions à Washington savent maintenant qu'un Québec indépendant ne constituerait pas une menace stratégique pour les États-Unis, poursuit-il. De plus, en raison surtout des récents changements politiques dans le monde, la plupart des Américains ne seraient guère choqués par le démantèlement de la fédération canadienne, bien que plusieurs seraient attristés.»

Il note cependant qu'un Québec indépendant aurait plusieurs questions à négocier avec les États-Unis, à commencer par les conditions de son admission à l'Accord de libre-échange canado-américain et l'Accord de libre-échange nord-américain.

Conservateurs

M. Jockel soutient par ailleurs que la plupart des dirigeants politiques et financiers aux États-Unis préféreraient voir les conservateurs conserver le pouvoir. Ils sont habitués à cette formation politique, et ils savent que les conservateurs sont fermement décidés à ramener le déficit sous contrôle. Même s'ils n'ont pas eu beaucoup de succès jusqu'ici.

Ils savent également que les conservateurs sont des fervents partisans du libre-échange.

M. Jockel note cependant que le Parti conservateur se dirige vers une défaite cuisante le 25 octobre prochain. Il affirme que l'élection du Parti libéral augmenterait probablement les tensions entre le Canada et les États-Unis.

Les libéraux ont notamment réclamé des changements aux deux ententes, l'Accord de libre-échange canado-américain et l'accord nord-américain pour améliorer le mécanisme de règlement des conflits et définir de nouvelles règles de subventions et de dumping.

M. Jockel soutient que la majorité des congressistes américains jugeraient ces demandes inacceptables. Quant à l'administration Clinton, elle pourrait accepter de négocier des changements à l'accord canado-américain, mais elle pourrait fort bien refuser de renégocier l'accord nord-américain.

Il ajoute que les libéraux se sont engagés à se montrer plus indépendants par rapport aux États-Unis dans les affaires internationales, ce qui constituerait un autre facteur de tension entre les deux pays.



Du vandalisme

Une affiche du candidat conservateur Alain Perez, installée dans le centre-ville de Montréal, a subi des dommages hier. On pouvait y lire «Vive le Bloc québécois».

PHOTO PC

GENS DE PARTIS

Un éternel optimiste

ANDRÉ PRATTE

Le Parti conservateur tout entier a croulé de rire le printemps dernier lorsque l'organisateur Jean-Yves Lortie a lancé un vibrant appel à l'épuration des tactiques employées lors des campagnes au leadership. Pour les bleus, c'était comme si Chris Nilan dénonçait la violence au hockey!

Ce scepticisme n'a pas empêché M. Lortie de récidiver l'été dernier en pressant Kim Campbell de se défaire des députés «dont la réputation a été ternie».

Le huissier Lortie est organisateur politique depuis 20 ans. Il a commencé à une époque où le Parti conservateur au Québec était moins un parti qu'une clique, sujette aux pires manipulations. Lors de la campagne au leadership de Claude Wagner en 1976, puis lors de celle Brian Mulroney en 1983, il s'est

acquis, injustement selon lui, une réputation d'homme peu scrupuleux. En prime, il a hérité d'un surnom: *poodle*, en raison de sa coupe afro.

Dix ans plus tard, M. Lortie a entrepris de rétablir son nom. D'organisateur de terrain, il est devenu stratège. Pour la présente campagne, il est vice-président du comité de stratégie des conservateurs au Québec. «Depuis mes récentes déclarations, on m'appelle «le docteur en assainissement», aime-t-il raconter.

La campagne bleue a beau patager, Jean-Yves Lortie a du mal à se défaire de son éternel optimisme. Interrogé avant les débats des chefs, il déclarait: «On se donne dix jours pour remonter la pente». Les dix jours étant passés, il soutient maintenant que rien n'est joué avant la dernière semaine de la campagne.

«Nos sondages montrent qu'on a arrêté de baisser», pré-



Jean-Yves Lortie

cise-t-il. C'est dire à quel point les bonnes nouvelles sont rares chez les conservateurs ces temps-ci!

200 personnes accueillent avec chaleur Audrey McLaughlin dans Chambly

JULES BELIVEAU

Ce n'est pas une Audrey McLaughlin résignée ni quelque peu morose qui s'est présentée hier soir à Beloeil devant des partisans du Québec. La leader du Nouveau Parti démocratique était plutôt tout à fait enthousiaste et paraissait même confiante de voir des candidats québécois de sa formation politique élus le 25 octobre.

Réunis dans une salle de réception d'une des municipalités du comté de Chambly, un peu plus de 200 supporters du NPD ont réservé un accueil à la fois chaleureux et joyeux à Mme McLaughlin, qu'ils ont acclamée à plusieurs reprises avec des applaudissements nourris. Aussi bien l'attitude de la leader politique que celle des partisans de son parti n'avaient rien à voir avec ce à quoi on aurait pu s'attendre en

songeant au sort pitoyable annoncé au NPD par tous les sondages.

Mme McLaughlin, qui suivait au micro le candidat néo-démocrate François Côté, a commencé son discours en s'exclamant: «Quel bon député pour le comté de Chambly!»

Elle a enchaîné en tombant à bras raccourcis sur quelques-uns de ses adversaires personnels, Jean Chrétien, Kim Campbell et Lucien Bouchard.

Au sujet du premier, qu'elle a désigné par le nom de «P'tit gars de Shawinigan», elle a souligné qu'elle n'avait jamais rencontré un millionnaire qu'il n'a pas aimé. Et elle a dénoncé ce qu'elle a présentée comme la forte propension du Parti libéral à porter une plus grande attention aux riches et aux puissants qu'aux familles et aux personnes ordinaires.

La leader néo-démocrate a été

brève au sujet de Kim Campbell: «Sa compréhension des problèmes sociaux est aussi bonne que sa connaissance de la langue russe.»

Mme McLaughlin a réservé des attaques précises à Lucien Bouchard. Elle a souligné notamment que la feuille de route de celui-ci «montre qu'il fait peu de cas des problèmes des femmes» et que le Bloc québécois, comparativement au NPD, présente très peu de candidates.

Parmi les personnes qui étaient venues entendre hier soir Mme McLaughlin dans le comté du premier député néo-démocrate élu au Québec, Phil Edmonston, on pouvait compter au moins 20 candidats du NPD dans autant de circonscriptions québécoises. Plusieurs de ces candidats sont de la Montérégie, d'autres des comtés de l'île de Montréal et de Laval, mais certains sont de la région de Québec.

Parizeau placé sur la défensive à l'Université Laval

ANDRÉ BELLEMARE
de la Presse Canadienne
QUÉBEC

Le président du Parti québécois, Jacques Parizeau, a été placé sur la défensive, hier midi, par deux étudiants de l'Université Laval.

Visiblement satisfait de son discours de circonstances dans le cadre de la campagne électorale, où il a fait l'éloge du Bloc québécois et de son chef Lucien Bouchard, et vanté les bienfaits du projet de souveraineté du Québec devant un auditoire attentif et conquis d'avance, le leader souverainiste a vite changé de mine, froncé les sourcils et baissé les yeux dès la première question.

L'étudiant, après s'être déclaré souverainiste, s'est lancé dans une charge à fond de train contre le style et le comportement «du chef de mon parti qui veut me donner un pays mais qui ressemble à un général en arrière de ses troupes».

Le jeune homme a reproché à M. Parizeau d'adopter des attitudes de «petit politicien comme chez les vieux partis» en lui rappelant, par exemple, qu'il avait déjà appelé Jean Chrétien «M. Crétin» il y a quelque temps, dans une assemblée à Shawinigan.

Un silence lourd enveloppait la salle de cours remplie à capacité, près de 300 places.

«Là-dessus, a interrompu M. Parizeau, j'avais dit à l'auditoire que je venais de commettre un lapsus et j'ai repris avec «M. Chrétien» mais, ce bout-là, on ne l'a pas entendu aux bulletins de nouvelles à la télévision».

L'étudiant, satisfait de cette mise au point, a continué dans la même veine pendant quelques autres longues minutes en soulignant que les trois premières fois qu'il était venu entendre M. Parizeau ici à l'université, il l'avait trouvé «au même niveau de petit politicien» que les autres.

«Mais je dois dire que cette fois-ci, vous avez été à la hauteur», a ajouté l'interlocuteur en demandant au chef péquiste plus de rigueur, plus de classe et un niveau plus élevé de ses discours.

«Nous comptons trop sur vous, sur ce que vous représentez pour nous. Il faut que vous soyez à la hauteur, que vous nous donniez des assemblées plus intelligentes», a dit encore l'étudiant qui a dû se faire interrompre afin de permettre d'entendre un autre intervenant.

Anglophone hué

Pour toute réponse, M. Parizeau, l'air un peu piteux, a simplement rétorqué: «Vous dites que j'ai été mieux aujourd'hui... eh bien, je suis content qu'il y ait eu progression (de ma part)».

À peine remis de cette douche, le chef de l'opposition officielle a été replongé dans une autre petite tourmente mais, cette fois-ci, il s'en est mieux tiré, étant sur son terrain de prédilection, l'économie.

Un étudiant anglophone a pris un ton agressif pour tenter de démontrer que l'indépendance québécoise créerait un sentiment anti-Québec dans le reste du Canada et que les investisseurs canadiens bouderaient le Québec.

M. Parizeau a expliqué une fois de plus que le développement économique n'est pas basé sur des humeurs politiques, que les Québécois doivent assurer eux-mêmes l'essentiel de leur développement économique et, qu'après tout, en vertu de quel principe les Canadiens refuseraient de s'adonner au commerce avec le Québec, etc.

À quelques reprises, l'étudiant a interpellé M. Parizeau, lui coupant la parole, et pas toujours sur un ton poli. Vers la fin, l'anglophone a été hué par une partie de l'auditoire.

C'est sur cette note que l'assemblée a pris fin quand, heureusement, l'animateur a indiqué que le local devait être libéré pour faire place à la tenue d'un examen.

ELECTIONS 93

Chrétien craint que le plan Manning ne fasse du Canada une autre Yougoslavie

PHILIPPE DUBUISSON
KITCHENER, Ontario

Dans un comté à la portée de la main du candidat réformiste, le chef libéral Jean Chrétien a souligné le spectre de la guerre civile, affirmant que le plan d'élimination du déficit proposé par Preston Manning conduira le pays au chaos social.

«On ne se préoccupe plus du déficit en Yougoslavie. Il est possible d'éliminer le déficit en trois ans, mais au coût d'un taux de chômage de 25 p. cent», a lancé M. Chrétien devant 300 partisans réunis dans une brasserie bavaroise de Kitchener où l'on célèbre l'Oktoberfest.

Visiblement conscient qu'il venait de s'écarter du discours prudent qui a marqué sa campagne électorale jusqu'à présent et qu'il s'avancé sur un terrain glissant, M. Chrétien a tenté de mettre un bémol à ses propos: «Je ne dis pas que nous connaîtrons les mêmes difficultés».

Mais lors d'un point de presse, M. Chrétien a fait un lien direct entre la guerre civile qui sévit en ex-Yougoslavie et le plan d'élimination du déficit en trois ans préconisé par le Reform Party qui,

selon le chef libéral, menace l'intégrité du filet de sécurité social canadien.

«Un pays qui a un taux de chômage de 25 p. cent risque un soulèvement populaire, une révolution. J'ai dit qu'ils ne se préoccupent plus du déficit en Yougoslavie. Et je dis que nous devons protéger le tissu social canadien pour que l'on ne vive pas les mêmes problèmes ici», a déclaré M. Chrétien.

Le chef libéral poursuivait sa tournée dans le sud de l'Ontario, hier, où le Reform Party réalise une montée dans les intentions de vote. Les troupes de Preston Manning pourraient remporter quelques comtés dans cette région plutôt que simplement diviser le vote à la faveur des libéraux.

M. Chrétien a même laissé entendre que le Reform Party avait un penchant anti-francophone qui est de mauvaise augure pour l'unité canadienne. «Le fait que M. Manning ne présente pas de candidats dans la région du pays où on parle le français est un mauvais présage pour le Canada», a-t-il lancé.

Depuis les débats télévisés et la remontée des réformistes dans les

sondages, les conservateurs et néo-démocrates ont haussé le ton contre Preston Manning, lui reprochant de vouloir sacrifier le filet de sécurité social sur l'autel de la lutte contre le déficit. Mais jusqu'à hier, M. Chrétien avait été beaucoup plus prudent dans ses attaques contre le Reform Party.

M. Chrétien avait jusqu'à présent invité la population à voter «positivement» plutôt que d'enregistrer un vote de protestation en faveur des réformistes. La nouvelle stratégie des partis traditionnels pour contenir la vague réformiste pourrait toutefois se tourner contre eux si les électeurs voient en M. Manning une victime de l'establishment politique.

Plus tôt dans la journée, M. Chrétien s'est fait reprocher d'être vague sur la TPS, le libre-échange, la réduction du déficit et les politiques sociales dans une entrevue accordée à une station de télévision locale. «Vous demandez à la population de vous appuyer sans que l'on connaisse précisément vos intentions», a dit l'animatrice en guise de conclusion.

Pour répondre à ceux qui affirment que le plan de relance économique des libéraux en est un de courte vue, le chef libéral a

mis l'accent dans son discours sur les propositions de son parti destinées à stimuler la recherche et le développement. Le plan libéral d'investissement dans le réseau routier a été qualifié par plusieurs observateurs de mesure temporaire qui ne répond pas aux problèmes fondamentaux de l'économie canadienne.

En soirée, hier, M. Chrétien s'est envolé pour Trois-Rivières. Il a participé à une activité de levée de fonds où il a déclaré que «les candidats libéraux de la région auront un accès direct au bureau du premier ministre». Ce qui revient pratiquement à inviter la population de cette région économiquement éprouvée à voter du bon bord.

M. Chrétien a aussi déclaré que «le vrai pouvoir est au gouvernement et non pas dans l'opposition» afin d'inciter les électeurs à voter pour les libéraux et non pour le Bloc québécois. Pratiquement assurés de former le prochain gouvernement, les libéraux multiplient maintenant les efforts pour remporter une majorité de sièges et faire élire leur leader qui s'ajournera dans son comté de Saint-Maurice, aujourd'hui, pour y revenir la semaine prochaine.

Notes de campagne

PIERRE GRAVEL

Quel Reform?
Quel Bloc?

P prétendre expliquer la déconfiture politique de Kim Campbell, depuis quatre mois, sans une seule allusion au Reform Party ni au Bloc québécois! Comme s'ils n'avaient jamais existé. Ou qu'ils n'avaient été que des facteurs négligeables. Il faut le faire!

C'est pourtant le tour de force que donne l'impression d'avoir réussi, cette semaine, l'hebdomadaire français *Le Point* dans deux pages et demi consacrées à la politique canadienne sous le titre «Élections pièges pour une femme libérée». Annoncé en Une de son édition internationale, ce texte d'un «envoyé spécial au Canada» décrit — fort bien par ailleurs — l'ascension fulgurante de cette femme qui «voilà seulement cinq ans (était) parfaitement inconnue sur la scène fédérale» et sa rapide dégringolade face aux assauts répétés de son adversaire libéral.

Le lecteur canadien ou québécois s'étonnera cependant de n'y voir aucune mention du nom même de Preston Manning ni de Lucien Bouchard. Et les étrangers, eux, en ignorant le rôle majeur joué par le Reform Party et le Bloc, risquent fort de passer à côté d'explications essentielles pour comprendre la déroute probable des conservateurs. On imagine leur stupeur bien compréhensible, après le 25 octobre, devant un gouvernement libéral qui se serait minoritaire à cause du succès retentissant de partis «marginaux» dont ils n'auraient jamais entendu parler!

Cette analyse bancale du *Point* est d'autant plus étonnante que son auteur, Dominique Audibert, indique avoir été aidé dans sa recherche par la journaliste Sylviane Tramier qui, elle, est bien au fait de la réalité canadienne. Vérification faite auprès de cette dernière, il appert que ce texte ne constitue qu'un des deux éléments d'un dossier devant être publié intégralement dans la même livraison. C'est, semble-t-il, la crise ayant éclaté à Moscou, la semaine dernière, qui aurait provoqué le réaménagement de l'espace rédactionnel et la publication en deux temps de ce reportage dont l'autre volet paraîtra dans le prochain numéro.

Il ne reste plus qu'à espérer que les abonnés du *Point* ont une bonne mémoire. Quant aux lecteurs occasionnels qui n'auront vu que la livraison de cette semaine, il ne faudra pas s'étonner qu'ils ne comprennent pas ce qui risque d'arriver le 25 octobre.

CHAREST ÉVOQUE L'OPPOSITION

■ Jean Charest ne se fait plus trop d'illusions. Participant, mercredi soir, à un débat télévisé dans la région de Sherbrooke, le vice-premier ministre a, pour la première fois, envisagé publiquement l'hypothèse qu'il siège bientôt dans l'opposition.

Selon *La Tribune* d'hier, il a expliqué, devant les caméras, qu'il se définit d'abord comme le député de Sherbrooke et qu'à ce titre, il continuera à défendre les intérêts de ses électeurs même s'il devait se «retrouver de l'autre côté de la Chambre des communes». Selon le quotidien local, M. Charest s'était toujours refusé, jusqu'à maintenant, à envisager même la possibilité d'une défaite de son parti.

On estime qu'il fait partie des rares conservateurs québécois pouvant raisonnablement

du Bloc, Guy Boutin, de se faufiler entre les deux pour battre M. Charest.

CHRÉTIEN DÉNONCÉ PAR DES FÉDÉRALISTES

■ Sans doute pas facile de surprendre le chef libéral Jean Chrétien qui a probablement déjà tout vu en politique. Mais il ne s'attendait sans doute pas à être dénoncé par... des fédéralistes anglophones du Québec qui lui demandent aujourd'hui des excuses!

Ces derniers, cinq candidats indépendants, membres du Parti Égalité, n'ont pas du tout apprécié que M. Chrétien leur dise publiquement qu'ils sont «complètement» chez eux au Québec. C'est faux, affirment-ils en expliquant que «les anglophones qui sont incapables d'envoyer leurs enfants, aux écoles anglaises ou de travailler dans leur propre langue ne se sentent pas bienvenues au Québec». D'où un brutal communiqué, hier, exigeant une amende honorable du chef libéral pour avoir affirmé le contraire.

L'HOTEL DE VILLE INTERDIT

■ Les divers candidats dans Saint-Jean ont entrepris une tournée des hôtels de ville des différentes municipalités de la région pour y rencontrer les employés qui y travaillent. La plupart d'entre eux ont cependant été fort surpris de se voir interdire l'accès de celui de Saint-Jean où, paraît-il, existe un règlement interdisant cette pratique qui se fait partout ailleurs.



Delbert Deschambault

Selon *Le Canada français*, le député conservateur sortant, Clément Couture, s'est dit étonné de cette interdiction dans la ville dont le maire, Delbert Deschambault, toujours en fonction est, comme par hasard, candidat libéral. On n'a pas précisé si, par souci d'équité envers ses rivaux, ce dernier s'abstient de serrer la main des fonctionnaires municipaux lorsqu'il se rend à son bureau.

FAUSSE RUMEUR

■ Fausse la rumeur selon laquelle Lucien Bouchard aurait offert à Jacques Parizeau un voyage d'une quinzaine de jours aux îles Galapagos. Ou n'importe où ailleurs. A condition que ce soit suffisamment loin et assez longtemps pour que les échos de son triomphe exubérant ne risquent plus de venir gâcher la fin de campagne du chef du Bloc.

Après s'être réjoui, en janvier dernier, devant la perspective d'un gouvernement canadien «à l'italienne» à cause du poids du Bloc, M. Parizeau a mis récemment son allié dans l'embarras, à Shawinigan, avec une charge à fond de train contre Jean Chrétien qui a forcé M. Bouchard à prendre ses distances. Mercredi, alors que ce dernier faisait tout pour se montrer rassurant et gagner le vote de fédéralistes déçus, le chef péquiste a cru opportun de claironner qu'à son avis les appuis au Bloc devraient être perçus comme une adhésion à la thèse de la souveraineté. D'où la rumeur non fondée que M. Bouchard serait prêt à tout pour empêcher M. Parizeau de se bidonner trop vite. Et trop ouvertement.

AUJOURD'HUI

- À 11 jours de la fin:
 - Kim Campbell est à Toronto.
 - Jean Chrétien se consacre à la Mauricie, à Grand-Mère, Shawinigan et Saint-Basile.
 - Lucien Bouchard fait campagne à Québec et à Montréal.
 - Audrey McLaughlin quitte Winnipeg pour Whitehorse.

PORTRAIT DE OSHAWA

Le château fort du NPD est menacé

PHILIPPE DUBUISSON
OSHAWA, Ontario

La circonscription d'Oshawa, site d'une des plus grandes usines d'assemblage de General Motors en Ontario, a élu un représentant néo-démocrate depuis sa création en 1966. Mais la désaffection des syndicats pour le NPD ébranle ce château fort.

Le syndicat local affilié à la puissante centrale des Travaillistes canadiens de l'automobile a été l'un des premiers dans cette province à désavouer le gouvernement provincial néo-démocrate de Bob Rae et à mettre un terme à son appui financier au NPD.

Et à l'instar de son chef, Audrey McLaughlin, le député fédéral sortant Mike Breaugh ne s'est pas dissocié des politiques du gouvernement Rae, notamment de son «contrat social». Aujourd'hui, les électeurs lui font payer le prix par un désistement massif. Le bastion de l'ancien chef très populaire du NPD, Ed Broadbent, ne semble pas pouvoir retenir ses fidèles.

Ce sont les libéraux qui, en début de campagne, ont le plus profité de la déconfiture des néo-démocrates. Les conservateurs, qui ont terminé deuxième en 1984 et en 1988, ne sont pas dans la course. Le mécontentement de la population envers le gouvernement fédéral est aussi très généralisé au sein de la population.

Mais la controverse qui a entouré l'investiture du candidat libéral Ivan Grose pourrait inciter les électeurs à se tourner vers le Reform Party. Ici, comme ailleurs en Ontario, les réformistes profitent grandement du mécontentement des électeurs qui ont l'intention d'envoyer un message de protestation aux partis traditionnels le 25 octobre.

M. Grose, un entrepreneur en construction dans la soixantaine a été élu candidat libéral par seulement huit voix de majorité. Son opposant dans la course à l'investiture libérale l'accuse aujourd'hui de ne pas avoir dévoilé ses antécédents judiciaires. Il y a une trentaine d'années, Grose a été condamné à deux ans de prison pour vol à main armée. Il a gardé le silence sur ce fait.

L'affaire a cependant éclaté dans le quotidien local, *The Times*, à mi-chemin dans la campagne. Et depuis, les intentions de vote se multiplient pour le candidat réformiste Andrew Davies, qui a notamment choisi de faire campagne sur le thème de l'intégrité. «C'est certain que cette controverse qui divise les libéraux nous favorise», dit-il.

Pendant un débat entre les candidats au théâtre de la bibliothèque municipale, le pas-



POPULATION (%)		
FRANCOPHONE	ANGLOPHONE	ALLOPHONE
2,5	86,2	11,3

ÉLECTIONS 1988 (%)			
PLC	PC	NPD	AUTRES
20,5	33,8	44,3	1,4

RÉFÉRENDUM 1992 (%)	
OUI	NON
47,0	53,0

se du candidat libéral est venu le hanter lorsque les questions de criminalité et d'intégrité en politique ont été abordées. M. Grose dit favoriser des peines plus sévères pour les contrevenants, mais on sent un malaise dans l'assistance lorsqu'il prend la parole sur ce sujet.

Le candidat réformiste, un jeune entrepreneur de 32 ans qui est aussi officier dans les Forces canadiennes, reçoit pour sa part les applaudissements les plus nourris des quelque 250 électeurs présents au débat. Il reprend avec succès le credo populiste de son chef Preston Manning: redonner le pouvoir à la population.

Andrew Davies affirme que les politiciens des partis traditionnels sont davantage intéressés à se servir qu'à servir la population. Il cite en exemple le cas de son adversaire néo-démocrate Mike Breaugh, un ancien député de Queen's Park, qui touche une pension provinciale en plus de son salaire de député à Ottawa. «Grâce à vos taxes», ne manque pas de rappeler le candidat réformiste.

Par ses politiques sur la réforme parlementaire, notamment la clause qui permettrait à la population de révoquer par référendum le mandat d'un député qui vote dans le sens contraire de la volonté de ses électeurs, le Reform Party marque des points dans ce comté qui se sent trahi par les néo-démocrates. Les politiques du Reform Party sur le déficit, les taxes, l'immigration et la constitution sont aussi très populaires au sein de l'électorat.

La lutte sera serrée dans Oshawa. Les réformistes estiment avoir une bonne chance de l'emporter dans Oshawa et le chef du Reform Party y fera une visite la semaine précédant le scrutin du 25 octobre, comme dans une dizaine d'autres comtés en Ontario où les réformistes peuvent gagner les élections.

L'auditoire était toutefois partagé, la moitié des étudiants étant sympathiques au leader réformiste, l'autre moitié lui étant hostile.

Une grande quantité de pancartes, banderoles et posters dénonçant son parti coloraient la salle.



Preston Manning et sa fille, Mary Joy, examinaient les journaux hier à bord de l'autobus qui les conduisait vers Toronto.

Le béguin des Ontariens pour le Reform Party se transforme en coup de foudre

CHANTAL HÉBERT
du bureau de La Presse
OTTAWA

■ Si le béguin actuel de l'Ontario pour le Reform Party continue de se transformer en coup de foudre, la plus grosse province au pays permettra à Preston Manning de supplanter ses adversaires et de devenir chef de l'opposition officielle le 25 octobre.

En effet, c'est l'Ontario, une province qui a des habitudes de girouette politique, qui aura vraisemblablement le dernier mot sur le choix du prochain locataire de Stornoway. S'il consolide son avance en Colombie-Britannique et en Alberta, le Reform Party viendra chercher ici le jour du vote la différence entre une forte présence aux Communes et le titre d'opposition officielle.

Or, à moins de deux semaines du scrutin, une partie serrée se joue dans plus d'une trentaine de circonscriptions ontariennes. Ces comtés, qui sont aujourd'hui conservateurs ou néo-démocrates, flirtent tous vigoureusement avec la formation de Preston Manning.

Au rythme où vont les choses, des observateurs prédisent même que le Reform Party pourrait remporter jusqu'à 25 des 99 circonscriptions en Ontario le jour du vote. Qualifié de très optimiste, ce scénario ambitieux, qui aurait été inimaginable lors du déclenchement des élections, en dit quand même long sur la montée de Preston Manning.

Car, lors la campagne référendaire de l'an dernier il attirait surtout une forte clientèle de personnes âgées, concentrée dans des comtés ruraux et semi-ruraux. En Ontario, les auditoires réformistes avaient souvent l'allure d'une mer de têtes blanchissantes. Aujourd'hui, par contre, sa formation fait des ravages parmi les banlieusards, les syndiqués, etc. Toute une classe moyenne qui se plaint d'être trop taxée, que les libéraux attendaient automatiquement dans leur camp, et qui se bouscule à la place pour entendre Preston Manning.

Ce soudain élan donne aux réformistes de bons espoirs de l'emporter dans au moins une dizaine de circonscriptions de l'Ontario et de faire la différence dans plusieurs autres.

Il faut dire que la province n'en est plus à un coup de tête près. L'Ontario est une province aussi volage ces années-ci qu'elle avait été stable pendant le quart de siècle précédent. Depuis 1985, ses électeurs ont essayé tous les partis à Queen's Park, des conservateurs au NPD en passant par les libéraux.

L'an dernier, pendant les deux dernières semaines de la campagne référendaire, le vent a tourné de bord et l'Ontario a finalement donné un vote divisé également entre le OUI et le NON. Cette année, à l'instar du Québec, les libéraux sont souvent en bonne posture pour l'emporter haut-la-main là où le OUI est sorti vainqueur tandis que les réformistes sont mieux placés là où l'accord de Charlottetown a été rejeté.

Cela leur assure une forte présence dans une variété de milieux ontariens. La liste de comtés convoités par le Reform inclut des comtés industriels néo-démocrates comme Sault-Sainte-Marie, Thunder Bay et Oshawa. Mais elle inclut également des circonscriptions urbaines. Dans St. Catharines, le député conservateur sortant dit que les réformistes, plutôt que les libéraux, sont ses vrais adversaires. Même refrain à Kitchener où 1300 personnes ont payé dix dollars chacune mardi midi pour entendre Preston Manning.

Il en va de même dans les chaumières ruraux de l'aile ultra-conservatrice du PC, les Peterborough, Simcoe Nord où est née l'aile ontarienne du Reform Party. Muskoka et Simcoe Centre, sièges convoités par les libéraux, menacent tous d'être engloutis par la vague réformiste.

Même la périphérie de Toronto n'y échappe pas. Deux comtés de banlieue, Mississauga Sud et Ouest y sont la scène de bagarres rangées dont le Reform Party a des chances de sortir vainqueur.



Jean Charest

espérer être réélus le 25 octobre. C'est surtout la faiblesse du candidat libéral Jean-Paul Pelletier qui, incapable de se rallier une part suffisamment importante du vote fédéraliste, empêcherait le représentant

Sur les traces de son père et de son frère

NORMAN DELISLE
de la Presse Canadienne
QUÉBEC

Porter le nom de Johnson est un lourd héritage politique au Québec.

Agé de 49 ans, le président du Conseil du trésor, Daniel Johnson, aspire à devenir le troisième membre de sa famille en trente ans à diriger les destinées du Québec, après son père Daniel (1966-68) et son frère Pierre Marc (octobre à décembre 1985).

Daniel Johnson a acquis pendant ses études une solide formation juridique et économique: doctorat en droit à Londres, maîtrise en administration des affaires à Harvard. Il a été secrétaire, puis vice-président d'un des géants de l'économie québécoise, Power Corporation, avant de se lancer en politique.

M. Johnson s'est présenté pour la première fois comme candidat libéral dans le comté de Vaudreuil lors du scrutin d'avril 1981. Il y a été élu de justesse, mais son parti est défait au niveau du Québec et il se retrouve simple député de l'opposition.

En 1983, après la démission de Claude Ryan, il présente sa candidature au poste de chef du PLQ. La cause est perdue d'avance face à la puissante organisation mise en place par l'ex-chef Robert Bourassa, qui effectue alors son retour en politique active. Mais Daniel Johnson a la douloureuse surprise de terminer au troisième rang, quelques voix derrière un autre jeune loup du parti, Pierre Paradis, qui a annoncé cette fois-ci qu'il ne serait pas de la course.

En 1985, il est réélu dans Vaudreuil et, cette fois, les libéraux prennent le pouvoir. Le premier ministre Robert Bourassa lui accorde le portefeuille de l'Industrie et du Commerce. M. Johnson en profite pour faire nommer à la tête de l'importante Société de développement industriel (SDI) un proche collaborateur, Gérard Tremblay, qui a bien failli être son adversaire dans la présente course au leadership.

En 1988, M. Johnson devient ministre délégué à l'Administration et président du Conseil du Trésor. À ce double titre, il a la délicate mission de réduire les dépenses au sein de tous les ministères du gouvernement. C'est un rôle ingrat pour quelqu'un qui a des ambitions politiques.

Non seulement son nom n'est attaché à aucune réalisation gouvernementale ayant un caractère «positif» dans l'opinion publique, mais il doit de plus faire face aux demandes et aux exigences salariales des 320 000 syndiqués qui oeuvrent au service de l'État.

Répétant sans cesse son leitmotiv que les «coffres de l'État sont à sec», M. Johnson parvient à imprimer au gouvernement le virage par lequel «on doit vivre selon ses moyens».

Malgré son discours austère, M. Johnson a la poignée de main chaleureuse et possède, dans les contacts personnels, un charisme qui n'est pas sans rappeler celui de son père.

Il a toutefois été critiqué par l'opposition pour le délabrement de l'économie de Montréal, dont il est le ministre responsable au cabinet.



Le président du Conseil du Trésor (au centre) se lance en campagne, fort de l'appui de 13 ministres et de 36 députés libéraux.

PHOTO PC

«Les souverainistes tiennent un discours ambigu»

MAURICE GIRARD
de la Presse Canadienne
QUÉBEC

Le seul candidat à la succession de Robert Bourassa estime que les souverainistes se comportent en campagne électorale comme des comédiens et qu'ils tiennent un discours ambigu sur le rôle des députés du Bloc québécois à la Chambre des communes.

En conférence de presse, hier, pour lancer officiellement sa

campagne au leadership, le président du Conseil du Trésor, M. Daniel Johnson, a déclaré être confondu par «les messages et les signaux (des forces souverainistes), qui ne sont pas d'une grande limpidité par les temps qui courent».

Non seulement les leaders souverainistes Jacques Parizeau et Lucien Bouchard ne semblent pas s'entendre sur l'interprétation à donner au vote pour le Bloc, mais certains députés du parti de M.

Bouchard souhaitent, dit-il, moins de députés que la soixantaine annoncée par les sondages d'opinion.

«L'écouter Lucien Bouchard et Jacques Parizeau hier, c'est un peu spécial. Un souverainiste, qui fait remarquer que beaucoup de fédéralistes votent pour lui. Et, alors que le Bloc québécois se présente, un autre souverainiste dit que les gens devraient voter pour un autre parti aussi. C'est presque du théâtre.»

Ryan sort de sa neutralité

PIERRE APRIL
de la Presse Canadienne
QUÉBEC

Après une longue réflexion, le ministre responsable de l'application de la Charte de la langue française, de la sécurité publique, des Affaires municipales et ancien chef du Parti libéral du Québec Claude Ryan a finalement accordé son appui, hier, au président du Conseil du Trésor, Daniel Johnson.

Hier matin, avant de se rendre à la réunion du Conseil des ministres, M. Ryan affirmait qu'il n'avait pas encore arrêté sa décision en ajoutant cependant que ce n'était vraiment pas dans sa nature de rester neutre.

Quelques heures plus tard, il s'est retrouvé sur la scène du Musée du Québec en compagnie de 48 autres députés et ministres, derrière M. Johnson, qui a officiellement annoncé son entrée dans la course à la succession du premier ministre Robert Bourassa.

L'adhésion de M. Ryan au clan Johnson dans cette course au leadership, en plus d'apporter beaucoup de poids, confirme en outre l'option fédéraliste au sein du Parti libéral qui a été sérieusement ébranlé, à la suite de la publication du rapport Allaire et du référendum sur les accords de Charlottetown, il y a un an.

M. Johnson compte maintenant dans son groupe de partisans 13 ministres et 36 députés dans un caucus de 87 membres.

Dans le groupe des ministres, on retrouve M. André Bourbeau, Normand Cherry, John Ciaccia, Albert Côté, Robert Dutil, Robert Middlemiss, Guy Rivard, Claude Ryan, Raymond Savoie, Christos Sirros, André Valierand, Yvon Vallières et Mme Violette Trépanier.

Cette liste d'appuis officiels en venu confirmer que l'organisation de M. Johnson a fonctionné à fond depuis un bon moment, mais le président du Conseil du Trésor a vigoureusement rejeté toute allégation voulant qu'il se soit lancé en campagne bien avant que le premier ministre Robert Bourassa n'annonce son départ le 14 septembre.

Laliberté, Suzor-Côté et... Daniel Johnson

GILLES NORMAND
du bureau de La Presse
QUÉBEC

Les 40 bronzes et plâtres d'Alfred Laliberté et de Marc-Aurèle de Foy Suzor-Côté ont eu de la compagnie hier, au Musée du Québec, le président du Conseil du Trésor, Daniel Johnson, ayant choisi d'y inviter ses amis et la presse pour leur communiquer son intention de chauffer les souliers de Robert Bourassa.

Une manifestation politique dans un musée de l'État? s'inquiétaient plusieurs.

Bien oui! C'était cependant la première fois que le Musée, une société d'État financée par le ministère de la Culture, devenait le lieu d'un événement de cette nature.

Mais, comme l'explique un porte-parole, Jean Héon, le Musée du Québec dispose d'un «département de commercialisation de ses espaces», depuis sa réouverture au public, en 1991, à la suite d'importants travaux de restauration. Question d'aider à rentabiliser l'institution. Les salles, précise M. Héon, sont louées régulièrement selon une grille tarifaire.

Ainsi, en novembre, certaines salles de cet édifice historique accueilleront le Salon de l'emploi de tourisme, le collège Mérici, le souper gastronomique de l'Association des cadres de Québec, une tribune scientifique de l'Université Laval, un souper-cocktail et quelques lancements de livres. «Il y a tout de même des normes, on n'accepterait pas un mariage ou de la danse», ajoute notre interlocuteur.

Mais qui a payé pour le lancement de la campagne de Daniel Johnson? se demande-t-on encore.

Ni le gouvernement ni le Parti libéral du Québec. C'est l'organisation de Daniel Johnson qui paye, comme l'a précisé Jean-René Gagnon, de la boîte Gervais, Gagnon et associés, de Montréal, à qui le président du Conseil du Trésor a confié l'organisation de sa course à la direction.

À peine la conversation avec M. Héon était-elle terminée que M. Gagnon rappliquait au téléphone pour apporter des précisions.

«La tenue de cet événement au Musée revenait à un bien meilleur coût que s'il avait eu lieu dans un hôtel», a souligné M. Gagnon, précisant que l'auditorium avait coûté 400 \$ à l'organisation de son client, tandis que la galerie des amis du Musée, elle, avait coûté 195 \$. Des frais supplémentaires seront toutefois imposés pour payer le personnel, le goûter, un technicien du son et l'éclairage.

TOUTE AUTRE CARTE DE CRÉDIT EST MAINTENANT UN MODÈLE DE L'AN DERNIER.



SANS FRAIS ANNUELS, OBTENEZ 5%.

OBTENEZ UN CRÉDIT DE 5% SUR TOUTES VOS OPÉRATIONS EN VUE DE L'ACHAT D'UNE VOITURE NEUVE OU D'UN CAMION NEUF GM.

Changer de carte de crédit pourrait vous permettre de changer de voiture.

Voici la Carte VISA® GM. La façon la plus innovatrice de réduire le prix d'une automobile. Chaque fois que vous l'utilisez, 5% du montant de l'opération est crédité dans votre compte-rabais GM en vue de l'achat ou de la location d'une Chevrolet, Geo, Oldsmobile, Cadillac, Pontiac ou Buick neuve ou encore d'un camion GMC neuf. La Carte GM offre donc plus de choix que toute autre carte-rabais automobile.

Pensez-y, 5% de chacune de vos opérations porté dans un compte-rabais GM à votre nom.

La Carte GM vous permet d'économiser des centaines, voire des milliers de dollars en plus de tous les autres rabais GM en vigueur le jour où vous achetez ou louez votre nouvelle GM.

LE PROGRAMME PARTENAIRES CARTE GM.

Pour doubler votre pouvoir d'épargne, vous n'avez qu'à utiliser votre Carte GM pour louer une voiture de Avis, pour régler vos frais de séjour dans un hôtel ou un centre de villégiature Delta ou pour faire vos réservations de

Delta
Hotels et centres
de villégiature

VOYAGES BEL-AIR INC.

AVIS

LA NOUVELLE
CARTE GM
L'ÉPARGNE-AUTO AUTOMATIQUE

voyage auprès de Voyages Bel-Air. Vous obtenez ainsi un crédit additionnel de 5%, faisant passer votre crédit GM à 10% de l'opération.

OBTENEZ 5% DU SOLDE DE VOS CARTES DE CRÉDIT

Vous pouvez même obtenir 5% des soldes impayés de vos cartes de crédit en les transférant à La Carte GM.

Seulement GM Canada et la Banque TD peuvent vous offrir ce produit révolutionnaire qui permet de bénéficier de tous les avantages Visa, sans aucuns frais annuels.

Profitez du plus récent modèle.

La nouvelle Carte GM.

POUR OBTENIR UNE FORMULE DE DEMANDE,
COMPOSEZ LE **1 800 461-3279**

CHEVROLET • GEO • OLDSMOBILE • CADILLAC • PONTIAC • BUICK • CAMION GMC

L'offre ne s'applique qu'aux voitures neuves et camions neufs GM. Limite de 500 \$ par année, jusqu'à 3500 \$ en sept ans. Aucune limite d'accumulation sur les crédits offerts par les entreprises partenaires durant sept ans. Cette offre peut être jumelée aux autres rabais et promotions de General Motors du Canada Limitée. Cette offre est soumise au règlement du programme de rabais de La Carte GM. Les soldes transférés sont considérés comme des avances en espèces. La Carte VISA GM est émise par La Banque TD. MC: Marque de commerce de General Motors Corporation. TD, usager autorisé. *TD et GM usagers inscrits de la marque.

Le gouvernement ontarien va contester l'ALÉNA devant les tribunaux

Presse Canadienne
TORONTO

■ Le gouvernement néo-démocrate de l'Ontario contestera devant les tribunaux l'Accord de libre-échange nord-américain, parce qu'il constitue selon lui une violation du partage des pouvoirs prévu dans la Constitution, a annoncé mercredi le premier ministre Bob Rae.

M. Rae dit agir ainsi pour promouvoir « une province plus forte dans un pays plus fort ».

« Notre gouvernement croit que l'ALÉNA viole le partage des pouvoirs prévus dans la constitution. Le gouvernement fédéral empiète sur les juridictions des provinces. Il se sert d'un processus de négociation pour empiéter directement dans d'importants champs de compétence provinciale. »

M. Rae a également indiqué que son gouvernement contestera l'accord commercial en cour d'appel d'Ontario, qui traite les dossiers de nature constitutionnelle.

Le jugement du tribunal liera le gouvernement, mais le dossier pourrait atterrir en Cour suprême du Canada, selon un porte-parole du gouvernement Rae.

Parmi les autres mesures envisagées, on relève :

- un projet de loi qui sera déposé sous peu et qui vise à contrôler le transfert de l'eau à partir ou à destination de sept bassins de drainage de l'Ontario et entre ces bassins;

- des modifications à la loi sur la société de l'électricité visant à protéger la population ontarienne des effets possibles de l'ALÉNA sur les approvisionnements énergétiques de la province;

- une demande du gouvernement de l'Ontario afin que soit tenue immédiatement une audience de l'Office national de l'énergie relativement à la sûreté des approvisionnements énergétiques de l'Ontario;

- de nouvelles exigences en matière de rendement pour les programmes de technologie écologique de l'Ontario afin de favo-

Les règlements relatifs à la Loi 86 pourraient être étudiés en Commission

PIERRE APRIL
de la Presse Canadienne
QUÉBEC

■ Le ministre responsable de l'application de la Charte de la langue française Claude Ryan n'exclut pas la tenue d'une commission parlementaire sur les projets de règlements relatifs à la Loi 86 sur la langue d'affichage à condition qu'on lui fasse la preuve que le débat apportera quelque chose de nouveau.

Avant de se rendre à la réunion du Conseil des ministres, hier, M. Ryan a indiqué que les projets de règlements sur la langue du commerce et des affaires, de même que ceux touchant à l'éducation, seront publiés aujourd'hui dans la Gazette officielle du Québec et qu'on pourra en débattre à certaines conditions.

« On va les discuter à leur mérite, a-t-il dit, les gens vont exprimer leurs réactions et si elles sont favorables, si tout le monde trouve que ce sont des règlements qui ont du bon sens, à ce moment-là, on ne tiendra pas de commission parlementaire juste pour le plaisir de donner satisfaction à quelques personnes. »

« Si, à la lumière des réactions entendues, a-t-il cependant poursuivi, sans rouvrir le débat du printemps dernier (sur le Projet de loi 86), il y a des choses qui justifient de réunir la commission de la culture, je serais disponible, cela me ferait plaisir. »

M. Ryan a toutefois indiqué clairement qu'il n'avait pas l'intention de fournir aux membres de l'Opposition officielle l'occasion de reprendre les discussions, là où l'adoption du projet de loi les a laissées le printemps dernier.

« On ne reprendra pas le débat pour se faire répéter les mêmes choses jour après jour, semaine après semaine, sans désir de progrès du côté de l'Opposition. »

« Je n'exclus pas, en principe, a-t-il conclu, la tenue d'une commission parlementaire, mais si on veut s'en servir comme d'un prétexte pour recommencer le genre d'obstruction dont on a été témoin le printemps dernier, je dis une fois par année ça suffit. »



Le premier ministre ontarien Bob Rae

PHOTO REUTER

riser la mise en place d'industries écologiques de pointe dans la province;

- une aide financière pour la formation d'une association ontarienne de producteurs, formée de membres de l'industrie et des syndicats ou des coopératives, dont le but sera de présenter une cause de « dumping social » devant Revenu Canada et devant le Tribunal canadien du commerce extérieur (TCCE). On parle de dum-

ping social lorsque les gouvernements créent un avantage pour leurs entreprises d'exportation en comprimant les salaires, en limitant les droits fondamentaux de la personne et en n'adoptant pas de normes de travail et de normes environnementales qui correspondent aux normes internationales ou en ne veillant pas à l'application de pareilles normes.

Dans une déclaration devant

l'Assemblée législative, M. Rae a dit que les politiques récentes du gouvernement fédéral en matière d'échanges commerciaux et d'économie, alliées à une récession mondiale, avaient occasionné de grandes difficultés financières aux Ontariens et Ontariennes.

Le premier ministre a déclaré que même si les échanges commerciaux sont essentiels à la création et au maintien d'emplois ainsi qu'à la vitalité de l'économie, l'ALÉNA ne constitue pas une « base solide pour assurer l'avenir économique de l'Ontario ».

Le gouvernement provincial entend continuer à rechercher et à promouvoir les échanges commerciaux et les investissements internationaux qui contribuent à relancer l'économie et à procurer des emplois à la population, a-t-il ajouté.

« Je ne peux pas garantir que ces mesures vont signer l'arrêt de mort de l'ALÉNA », a dit M. Rae. Mais il a ajouté que l'Ontario avait le devoir de se présenter en cour pour dénoncer le fait que le gouvernement conservateur avait outrepassé ses pouvoirs.

L'accord de libre-échange, adopté par la Chambre des communes, doit maintenant passer le test du Congrès américain.

De son côté, le leader des conservateurs ontariens, Mike Harris, a soutenu que le premier ministre Rae avait dilapidé les fonds publics.

Et le critique libéral en matière de commerce, Monte Kwinter, a accusé de son côté M. Rae de vou-

loir ainsi redonner un peu de support à la leader fédérale du NPD, Audrey McLaughlin, en baisse dans les sondages.

Questionnée sur le geste de l'Ontario, la première ministre, Kim Campbell, a pour sa part ac-

cusé son homologue provincial d'être alarmiste.

Enfin, le chef libéral fédéral, Jean Chrétien, a répété sa position sur le sujet, à savoir qu'il rouvrirait l'accord s'il devenait premier ministre le 25 octobre.

RECHERCHE

SUR LA PANIQUE, LA PHOBIE ET L'ANXIÉTÉ

L'hôpital St. Mary's mène présentement des projets de recherche sur le traitement médicamenteux du trouble panique, la phobie sociale et l'anxiété généralisée. Le trouble panique se définit par les attaques de panique qui sont caractérisées par : l'étouffement, le cœur rapide, l'étourdissement, la peur, les nausées. La phobie sociale est vécue comme une forte anxiété durant des situations sociales menant à l'évitement de celles-ci. L'anxiété généralisée représente une inquiétude permanente accompagnée de tension.

Les participant(e)s à ces projets devront :

- être en bonne santé physique
- ne prendre aucun médicament actuellement
- être d'un âge entre 18 et 65 ans et,
- pratiquer une forme de contraception (pour les femmes d'âge fertile)

Si vous êtes intéressé(e) à être traité(e) dans le cadre d'un projet de recherche, veuillez remplir et adresser le questionnaire suivant à :

Lise Durand
Centre hospitalier St. Mary's
Section de psychopharmacologie
3830, avenue Lacombe
Montréal (Québec)
H3T 1M5

NOM: _____ ÂGE: _____

ADRESSE: _____

NUMÉRO DE TÉLÉPHONE: _____

VENTE
D'ENTREPÔT

4 DERNIERS JOURS!

VENTE
D'ENTREPÔT

VÊTEMENTS MODE À DES PRIX JAMAIS VUS!

Ports International pour hommes et femmes solde son stock d'automne. Vêtements signés Tabi, Alfred Sung, etc. Une occasion à ne pas manquer!



ALFRED SUNG

PORTS
INTERNATIONAL
FEMMES

tabi
INTERNATIONAL
HOMMES

JUPES EN
VELOURS CÔTELÉ
ord. 42 \$

9⁹⁹\$

PULLS EN LAINE
ord. 80 \$

39⁹⁹\$

CHEMISIERS
ord. 115 \$

39⁹⁹\$

PULLS
ord. 45 \$

19⁹⁹\$

PANTALONS EN
VELOURS CÔTELÉ
ord. 40 \$

14⁹⁹\$

VESTONS EN LAINE
ord. 195 \$

89⁹⁹\$

JUPES
ord. 90 \$

29⁹⁹\$

PANTALONS SPORT
ord. 40 \$

19⁹⁹\$

HAUTS DOUBLÉS
ord. 36 \$

17⁹⁹\$

CHEMISES POLO
EN COTON
ord. 40 \$

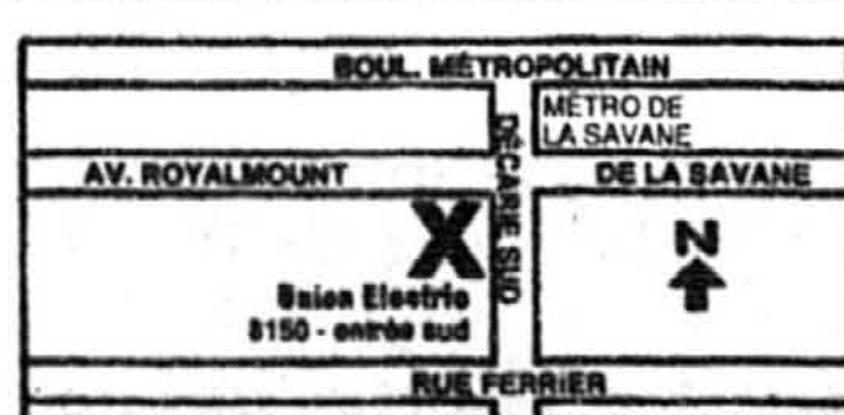
19⁹⁹\$

MANTEAUX
100 % MOHAIR
ord. 450 \$

99⁹⁹\$

CHEMISES SPORT
ord. 45 \$

19⁹⁹\$



Quelques-unes seulement parmi des milliers d'aubaines en magasin
UN SEUL EMPLACEMENT GÉANT!
8150, boul. Décarie
(édifice Union Electric)

HEURES D'OUVERTURE:
Samedi: 9 h 30 à 17 h
Dimanche: 10 h à 17 h
Lundi et mardi: 11 h à 18 h
Merc., jeudi, vend.: 11 h à 21 h

POUR UNE PÉRIODE
DE TEMPS LIMITÉE

JUSQU'À 80 % DE RABAIS

POUR UNE PÉRIODE
DE TEMPS LIMITÉE

DESIGN

1 9 3 5

1 9 6 5

CE QUI FUT MODERNE

SYMPOSIUM SUR LE DESIGN
avec des spécialistes de renommée internationale

YVONNE BRUNHAMMER MARTIN EIDELBERG
DAVID A. HANKS ALBERT LECLERC LUC D'IBERVILLE-MOREAU

le samedi 16 octobre 1993, de 10 h à 16 h

M

MUSÉE DES BEAUX-ARTS
DE MONTRÉAL

Auditorium Maxwell-Cummings
1379, rue Sherbrooke ouest
Renseignements : (514) 285-1600
Entrée libre

Les syndicats se liguent contre les patrons de la presse québécoise

FRANÇOIS BERGER

■ La rue Saint-Jacques, à Montréal, va grouiller ce midi de centaines de travailleurs des journaux, mécontents des relations de travail avec les propriétaires des quotidiens de la métropole.

La rue de la finance et des quotidiens sera envahie par des employés syndiqués de *La Presse*, du *Journal de Montréal* et de *The Gazette*, qui tiennent une manifestation pour protester contre la volonté des magnats de la presse de réduire leurs conditions de travail et, dans certains cas, d'éliminer des emplois.

Dans d'autres quotidiens du Québec, à Sherbrooke, Trois-Rivières, Québec et Chicoutimi, les patrons réclament aussi des concessions. Les syndicats des employés de production (pressiers, typographes et expéditeurs) dans l'ensemble de l'industrie envisagent de répondre à l'unisson en formant un front commun québécois, ont indiqué hier des porte-parole syndicaux. Les journalistes, pour leur part, se tiennent généralement en marge du climat actuel d'affrontement.

Certains syndicats ont obtenu des mandats de grève de leurs membres, et d'autres sont confrontés à des lock-out. Les propriétaires des journaux concernés (Power Corporation, Southam News, Hollinger et Quebecor) veulent réduire le personnel de production et diminuer leurs coûts devant la chute des revenus publicitaires, qui ont fondu du tiers depuis cinq ans dans certains quotidiens.

Les syndicats de *La Presse* affi-

Vote de grève à la Presse Canadienne

FRANÇOIS BERGER

■ Les 350 journalistes, techniciens et employés de soutien de l'agence d'information *Presse Canadienne* sont invités aujourd'hui par leurs dirigeants syndicaux à voter en faveur du déclenchement d'une grève, qui pourrait perturber la couverture médiatique de la campagne électorale fédérale à travers le pays.

La Presse Canadienne (*Canadian Press* en anglais) comprend les services de nouvelles écrites destinées aux journaux ainsi que les services électroniques des agences *Nouvelles Télé-Radio* (NTR) au Québec et *Broadcast News* dans le reste du Canada.

(NTR dessert entre autres les stations de radio qui sont train de réduire leur personnel journalistique, notamment dans les plus importantes stations, CKAC et CJMS).

Les employés syndiqués à la Guilde des services de presse du Canada, dont une centaine travaillent au Québec, refusent que leur employeur brise les règles de l'ancienneté dans les cas de licenciement.

La coopérative de presse, propriété collective des quotidiens canadiens de langues anglaise et française, entend réduire ses coûts d'exploitation (totalisant quelque 50 millions par an) et envisage des mises à pied, dont l'ampleur n'est pas précisée.

Les travailleurs ne veulent pas être obligés de supplanter (*bumper* en «franglais») leurs collègues plus jeunes d'un bout à l'autre du pays quand des mises à pied seront annoncées, un système qui crée aussi des problèmes entre les réseaux de langues différentes. Seuls les employés ayant au moins cinq années de service pourraient se prévaloir d'une relocalisation en cas de licenciement, selon les offres de l'employeur.

Les syndiqués acceptent d'autre part le gel de leurs salaires cette année et une hausse de 1,5 p. cent en 1994. Leur convention de travail est arrivée à échéance à la fin de 1992.

Le scrutin syndical, qui se déroulera jusqu'à lundi, porte sur l'exercice de moyens de pression pouvant aller jusqu'à la grève. Les syndiqués seront en mesure de paralyser l'agence de nouvelles dès mardi prochain, le cas échéant, dans la toute dernière semaine du sprint électoral canadien.

Les employés de la PC ont déjà fait la grève en 1975, lors de la négociation de leur toute première convention collective de travail. Ils avaient aussi opté pour la grève en 1991, mais un règlement était intervenu sans conflit.

49 femmes écrasées par un train

Associated Press

BOMBAY

■ Des dizaines de femmes ont sauté d'un train à Bombay hier après qu'une voyageuse, effrayée par la fumée qui sortait d'une voiture, eut crié au feu. Au moins 49 d'entre elles sont mortes écrasées et 70 autres ont été blessées, selon l'agence *Press Trust of India*. Un porte-parole de la police n'a cependant confirmé la mort que de 22 femmes.

lies à la Confédération des syndicats nationaux (CSN) et à la Fédération des travailleurs du Québec (FTQ) ont évoqué hier «l'aggravation» de la situation dans les quotidiens du Québec. Ils ont convoqué une conférence de presse pour ce matin.

Les manifestants se présenteront ce midi devant les immeubles de la rue Saint-Jacques abritant *La Presse* (propriété de Power), où 800 employés ont formé un front commun (excluant les journalistes), *The Gazette* (Southam), où 63 typographes sont en lock-out depuis cinq mois, ainsi que Quebecor, qui publie *Le Journal de Montréal* où près de la moitié des employés (320) sont en lock-out.

Bien que les employeurs aient des demandes qui diffèrent d'un quotidien à l'autre, il s'agit de «la

même bataille partout», a confié hier M. Michel Côté, porte-parole du Syndicat des communications graphiques, qui regroupe les pressiers des trois quotidiens montrealais ainsi que du *Ottawa Citizen*, également en négociations. Le président de ce syndicat international (affilié à l'AFL-CIO), M. James Norton, s'est déplacé de Washington à Montréal, hier, pour évaluer la situation.

Le Syndicat canadien des communications, de l'énergie et du papier (SCCEP), qui regroupe les typographes et les expéditeurs dans l'ensemble de l'industrie, entretient des discussions entre ses unités dans tous les quotidiens du Québec, y compris *le Soleil* de Québec et *Le Quotidien* de Chicoutimi, tous deux propriété de Hollinger, qui contrôle aussi *Le Droit* d'Ottawa.

Au quotidien *La Tribune*, de Sherbrooke, les 165 employés (y compris les journalistes) ont voté pour le déclenchement d'une grève au moment jugé opportun. Tous les employés du journal sherbrookoise sont membres du SCCEP. Ce quotidien, propriété des Journaux Trans-Canada, une filiale de Power Corporation, exige un gel des salaires de trois ans et veut modifier les horaires de travail. Un conflit de travail à cet endroit affecterait également la production du quotidien de Granby *La Voix de l'Est* (appartenant aussi à JTC), qui est imprimé à Sherbrooke.

Les pressiers et les expéditeurs de l'imprimerie Trois-Rivières Offset, qui imprime le quotidien trifluvien *Le Nouvelliste* et appartient également à JTC, se sont

jointes à leurs collègues de *La Tribune* dans un front commun.

Le Journal de Montréal, qui emploie 700 personnes, réclame une diminution de 148 travailleurs de la production. *La Presse* veut modifier les conditions de travail (essentiellement les horaires) de ses pressiers et exige un gel des salaires de ses 1000 employés. *The Gazette* entame des négociations avec les syndicats de ses employés en exigeant des concessions.

Jusqu'à maintenant, des conflits de travail ont éclaté au *Journal de Montréal*, qui imprime une partie du quotidien à Cornwall en Ontario, et à *The Gazette*, où les emplois des typographes sont menacés. À *La Presse*, le syndicat des pressiers et celui de la publicité ont obtenu des mandats de grève.

Les syndicats de pressiers et de typographes envisagent la formation d'un front commun des employés de production dans l'ensemble des quotidiens du Québec, a indiqué hier M. François L'Heureux, vice-président administratif du SCCEP. «Nous tentons de coordonner nos négociations», a-t-il dit.

Les syndicats font remarquer que les patrons de presse ont des demandes similaires partout. Ils rappellent l'alliance récente dans l'actionnariat du groupe Southam News, entre MM. Paul Desmarais (Power Corporation) et Conrad Black (groupe Hollinger-Unimédia).

De son côté, le quotidien montrealais *Le Devoir* (imprimé et distribué par Quebecor) a arraché des concessions majeures à ses employés cet été.

LE VENDREDI 15 OCTOBRE ET LE SAMEDI 16 OCTOBRE

Aubaines mystère

ÉCONOMISEZ À L'ACHAT DE CENTAINES D'ARTICLES*, QU'ILS SOIENT À PRIX ORDINAIRE, EN SOLDE OU EN LIQUIDATION!

10 % À 25 % 30 % À 50 % DE RABAIS DE RABAIS

Vêtements, chaussures et accessoires mode pour femme, pour homme et pour enfant; articles ménagers, papeterie et plein d'autres articles* à prix ordinaire, en solde ou en liquidation!

Un grand choix d'articles* à prix ordinaire, dont montres, accessoires décoratifs, rideaux, articles-cadeaux et verres à pied.

*Voyez les exceptions sur les cartes Aubaines mystère et sur les affiches en magasin.

SANS OUBLIER QUE...

- Des rabais spéciaux applicables à l'achat d'articles choisis apparaissent sur votre carte Aubaines mystère! Profitez-en pour économiser encore plus!
- La Baie vous offre un rabais équivalent à la TPS à l'achat de ces articles à prix ordinaire : gros électroménagers Beaumark, caméscopes, téléviseurs, magnétoscopes, chaînes stéréo, accessoires électroniques, appareils audio portatifs, téléphones et répondeurs!

Céramique Ceraco Plus en solde au 5e étage du magasin du centre-ville

Profitez de ces offres spéciales: 25 % de rabais sur toute la marchandise et 15 % de rabais sur l'installation! En vigueur jusqu'au 31 octobre 1993.

LA BAIE

L'AVANTAGE DES MEILLEURS PRIX!

Exposition de reptiles présentée à la Baie, avec la collaboration du Salon des animaux de compagnie

Venez jeter un coup d'œil sur une partie de l'exposition d'animaux qui aura lieu au Palais des congrès, les 29, 30 et 31 octobre prochains. Au 7e étage du magasin la Baie, rue Sainte-Catherine Ouest, le 16 octobre prochain, de midi à 14 h.